

front rouge

organe central
du

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

N°118

6 JUIN 1974 / CCP FRONT ROUGE 31.191.14 La Source / B.P. 464 - 75065 PARIS CEDEX 02

1,50 F

.HAUSSE DES PRIX

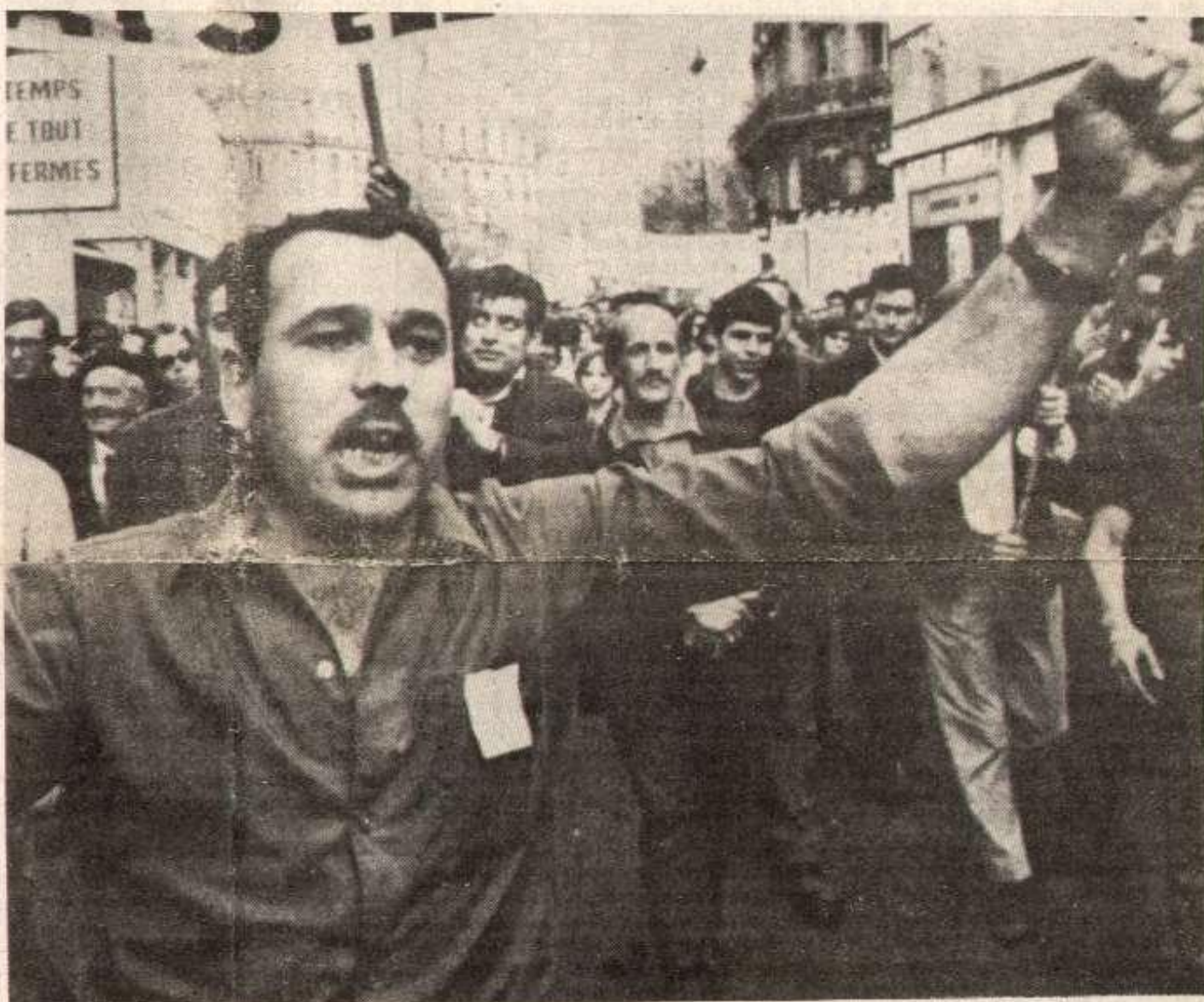
plus de 1,6% de hausse en avril

.CHOMAGE

multiplication des contrats

à durée limitée

véritables contrats de chômage



A BAS LE NOUVEAU PLAN D'AUSTERITE

A LA BOURGEOISIE

DE PAYER LA CRISE

les manœuvres de la gauche après son échec électoral

La défaite électorale de Mitterrand, si courte soit-elle, pose de graves problèmes à la « gauche » et la met dans une position difficile. Parce qu'elle avait tout misé sur la victoire électorale de son candidat, elle se trouve maintenant dans une impasse, sans propositions d'actions immédiates, alors que les travailleurs, touchés par la crise, manifestent leur volonté de lutte et de changement. Ayant demandé aux travailleurs de mettre leurs revendications en veilleuse, tout en faisant des promesses de « saine gestion » aux patrons, la « gauche » se trouve en contradiction ouverte avec les aspirations des masses, d'autant plus qu'il n'y a pas d'échéance électorale proche.

Dans l'union de la « gauche », le P.C. a la position la plus difficile, contrairement au PS, il n'a pas le choix, s'il veut participer un jour au gouvernement, il est obligé de s'allier au PS et de lui faire des concessions. Au cours de la campagne électorale, il a dû accepter que Mitterrand mette de côté le programme commun. Maintenant après avoir servi de marche-pied électoral à Mitterrand, il essaye, par une campagne d'adhésions de récupérer une partie des voix qui se sont portées sur le candidat commun de la gauche, mais il est évident que c'est le PS qui sera le premier bénéficiaire de la campagne électorale de Mitterrand. L'abdication du P.C.F. devant les exigences du PS, provoque en son sein des contradictions. Des camarades du P.C.R. (m-l) ont pu se rendre compte, au cours de leur travail de masse, des problèmes que posent à certains militants de base du P.C.F., les concessions faites au PS, les appels de Marchais aux gaullistes et l'échec électoral de la « gauche ». En Lorraine, des membres du P.C.F. ont distribué un tract signé de leur nom appelant à l'abstention ; dans la région parisienne, des membres du P.C.F. demandent à discuter avec nos militants, un autre achète plusieurs exemplaires de « Front Rouge » pour les faire lire dans sa cellule. Ces éléments montrent les problèmes qui se posent actuellement à la base du P.C.F. et reflètent les contradictions entre la ligne du parti révisionniste et les aspirations des travailleurs.

Cette situation explique l'attentisme actuel des dirigeants du P.C.F. qui ont reporté le Comité Central prévu pour la semaine dernière. La direction de la CGT, tout en appelant à la mobilisation des travailleurs pour des négociations globales, n'impulse aucune grande grève. Quant à « l'Humanité » elle garde un silence gêné sur les appels du PS à un regroupement de toute la « gauche » non révisionniste.

Le PS, bien que handicapé par la défaite de Mitterrand, n'a pas les mêmes difficultés que le P.C.F., n'ayant pas la même implantation ouvrière que le P.C.F., il n'a pas les mêmes contradictions vis-à-vis de sa base. Et surtout, étant maître de l'accord passé avec le P.C.F., le PS a mené la bataille présidentielle sur ses propres bases. Il renforce sa position de parti charnière, capable de gouverner dans un proche avenir et éventuellement sans le concours du P.C.F. Dans l'immédiat toutefois, il compte maintenir « l'union de la gauche » au moins jusqu'aux prochaines élections législatives, dans la mesure où il en est le bénéficiaire.

Pour renforcer son rôle de parti charnière, et son poids au sein de l'union de la « gauche », il a pris l'initiative des opérations en vue d'un rassemblement de l'ensemble de la « gauche » « non-communiste » dont il sera le pôle directeur. Lors de son dernier comité directeur, le 25 mai, Mitterrand a déclaré : « Je souhaite que soit fixé au plus tôt le lieu de rencontre où les socialistes se rencontreront avant de repartir ensemble vers l'étape nouvelle ». En lançant cet appel, le PS espère se renforcer à la fois sur sa « droite », avec les transfuges du gaullisme et sur sa « gauche » avec le PSU et les groupes « autogestionnaires ». Du côté des gaullistes, Jeanneney et Pisani, avec quelques réformateurs du parti radical et du



Maire et Rocard sergents recruteurs de Mitterrand

centre démocrate, ont créé un « Comité de Liaison du Centre Gauche pour la Réforme », tandis que les gaullistes de « gauche » du « Front Progressiste » se déclarent favorables à « l'instauration d'une société socialiste en liaison avec toutes les forces de gauche ». L'appel de Mitterrand a même trouvé l'oreille de Charbonnel, membre de l'UDR, ancien ministre de Pompidou qui annonce que son club, « Nouvelle Frontière », organisera des journées d'étude sur le thème « gaullisme et socialisme » auxquelles seront invités des membres du PS.

De son côté, le PSU réunissait sa direction politique nationale le 26 mai et répondait avec empressement aux avances du PS et déclarait qu'elle souhaitait : « que s'organise dans les prochains mois une rencontre nationale des forces socialistes ».

A la tête de ce rassemblement, le PS pourra, quand il le jugera bon, se séparer du P.C.F., en attendant, le renforcement de sa position au sein de l'Union de la Gauche, lui permettra dans les négociations avec le P.C.F. d'obtenir de sa part des concessions plus importantes.

En apportant son soutien au PS, la confédération CFDT en renforce encore la position. Les dirigeants confédéraux soutiennent en effet la tentative de fédération du PS et appellent les syndicalistes de la CFDT à la rejoindre : « la CFDT considère comme un élément positif l'appel lancé par François Mitterrand, premier secrétaire du PS, pour une restructuration politique du mouvement socialiste sur la base d'un projet de société (...) Nombre de ses militants, dans le respect de l'autonomie syndicale et à tous les niveaux tiendront à apporter leur contribution spécifique et à favoriser... la naissance de la grande force socialiste dont le mouvement ouvrier a besoin ». Tout en se faisant le sergent recruteur de Mitterrand, Maire se prépare à canaliser les luttes ouvrières qui ne vont pas manquer de se développer et à dévoyer les aspirations au socialisme de la classe ouvrière. Déjà, le soutien de la confédération CFDT à la candidature de Mitterrand avait, au sein de la CFDT, provoqué des contradictions, ce nouvel alignement sur les projets réformistes du PS ne manquera pas de susciter une opposition des syndicalistes de la CFDT et des travailleurs, car ces projets sont en opposition avec les véritables revendications des travailleurs. Plus que jamais, le rôle des marxistes-léninistes est de développer ces contradictions pour isoler et démasquer les dirigeants réformistes et organiser les travailleurs sur des perspectives révolutionnaires.

Serge Livet.

LE GOUVERNEMENT CHIRAC, UN GOUVERNEMENT DE TRANSITION !

La désignation du nouveau gouvernement devait fournir des indications sur la marche que Giscard comptait suivre pour reconstituer une nouvelle majorité présidentielle, une majorité adaptée aux choix politiques qu'il compte défendre dans la construction européenne, dans les relations avec l'impérialisme US. L'obstacle essentiel à la constitution de cette majorité, c'est la présence au parlement d'un fort groupe UDR de 180 députés (cf. FR 117). La manière dont a été composé le nouveau gouvernement indique que Giscard d'Estaing entend assez vite arriver au laminage et à l'éclatement de ce groupe UDR. Qu'en juge :

1) C'est Chirac le premier ministre : Chirac, c'est celui qui, à l'intérieur de l'UDR, a multiplié, depuis la mort de Pompidou, les initiatives pour couler le candidat officiel de son parti : Chaban-Delmas. Pour faire diversion, il a suscité, pendant quelques heures, la candidature du pale Messmer, comme candidat « unique » de la majorité, causant ainsi le trouble dans l'UDR qui devait choisir entre les deux anciens premiers ministres de Pompidou. Chirac a répété cette manœuvre en constituant, après le retrait de Messmer, un groupe de 43 députés UDR qui, persistant à réclamer une candidature unique de la majorité, expriment ainsi clairement leur défiance à l'égard du candidat de leur parti : Chaban-Delmas. Chirac a poursuivi ce travail de sape en défendant ouvertement la candidature de Giscard dans sa circonscription de Corrèze ; en faisant publier, fait inhabituel, un sondage de son ministère, qui présentait Giscard comme le meilleur candidat de la majorité, bien meilleur que Chaban, pour battre le candidat unique de la gauche... Nul doute que sa désignation comme premier ministre a été considérée comme une provocation par ceux de l'UDR qui, comme Debré ont soutenu Chaban-Delmas à fond, par ceux de l'UDR qui refusent de soutenir la politique annoncée par Giscard.

2) L'UDR qui détenait jusqu'à présent des postes importants, comme l'aménagement du territoire, les affaires étrangères, la justice... les perd ! Elle ne dispose plus que de quatre postes ministériels dont trois sont très secondaires (qualité de la vie, commerce et artisanat, équipement). Si on excepte Galley, ce sont des



Giscard, Lecanuet, Poniowski : les visages de la nouvelle majorité

seconds rôles de l'UDR qui ont accepté de rentrer dans un tel gouvernement, les leaders UDR tel Peyrefitte, Guichard... quittent le gouvernement. Les chefs du CDP qui avaient soutenu à fond Chaban-Delmas ne retrouvent aucun siège.

3) Les réformateurs, ceux-là mêmes qui réclamaient depuis 12 ans un changement de politique étrangère, ceux-là mêmes qui avaient pour cible favorite l'UDR, ses scandales, ses incapacités, se trouvent en force au gouvernement : 4 titulaires : Lecanuet est le 3ème personnage du gouvernement, et Servan-Schreiber, lui-même, hérite d'un ministère créé sur mesure, « le ministère de la réforme ». Voilà encore une mesure qui va être à juste titre considérée comme une mesure anti-UDR.

4) Un certain nombre de postes-clés comme l'intérieur, l'aménagement du territoire, les finances, les affaires étrangères sont confiés à des hommes du proche entourage de Giscard d'Estaing : Poniowski, Fourcade, Sauvagnargues, ce qui est une garantie nouvelle que l'UDR aura peu de prise dans le règlement des questions importantes que doivent traiter ces ministres, sous direction de Giscard d'Estaing.

5) Les postes de secrétaires d'Etat ne seront attribués qu'après la déclaration du nouveau gouvernement devant le parlement. Tout se passe un peu comme si Giscard d'Estaing attendait de voir les premières réactions de l'UDR aux coups qu'elle a reçus. Les actes d'allégeance à Chirac et

au contraire la nature de certains silences ou de certaines critiques, lui permettront, en connaissance de cause, d'approfondir les clivages au sein de l'UDR et de désigner ses secrétaires d'Etat.

Tous ces points indiquent assez clairement la nature du gouvernement mis en place : un gouvernement de transition qui n'est pas destiné à durer. Giscard d'Estaing sait que toute mise en œuvre de la politique qu'il préconise, et des nouvelles orientations de l'impérialisme français, et de cette majorité présidentielle à constituer au parlement. Qu'elle dépende de l'effondrement de l'UDR, que tout gouvernement mis sur pied avant cela sera très fragile. Les coups portés à l'UDR pour la constitution de ce nouveau gouvernement visent à accentuer, développer les contradictions en son sein jusqu'à son éclatement, à aboutir à l'isolement de ceux qui persistent à défendre les thèmes gaullistes, périmés pour la période actuelle, et au contraire à consolider et élargir le ralliement de ceux qui, dans l'UDR, sont prêts à le soutenir sans marchander à chaque instant ce ralliement. C'est ce processus qui doit assumer le nouveau gouvernement. Le laminage et l'éclatement de l'UDR, c'est ce que devront entériner les prochaines législatives qui ne reconduiront certainement pas 180 députés UDR. Ce sont ces élections législatives, sorte de 3ème tour des élections présidentielles, que le gouvernement va préparer dans les mois qui viennent.

d'où viennent ces nouveaux ministres

* Un gouvernement de PDG et de sionistes

- un comte, PDG des parfums, à l'industrie : d'Ornano.

- un PDG de la conserve, à l'agriculture : Bonnet, membre de l'Alliance France-Israël. (Giscard a déclaré qu'il choisissait des hommes d'expérience)

- un PDG de la chaussure, au commerce et à l'artisanat : Ansquer

- un Colonel, PDG des transports, à la Défense : Soufflet.

- un PDG de la presse, aux réformes : Servan-Schreiber

- un garagiste, à la qualité de la vie : Jarrot (membre de l'alliance France-Israël).

* L'ITT ABELIN

Vieux cheval de retour, compère de Lecanuet : c'est un des administrateurs des filiales LMT et CGCT du trust ITT, assassin du peuple chilien.

Giscard l'a choisi, en tant qu'« homme d'expérience » à la coopération. Effectivement, successivement PDG de l'Union Française des Industries Exportatrices et du Comité d'Exportation de l'Industrie Cotonnière, du Groupement National d'Importation des Cacaos, de la Compagnie Française pour le Développement des Fibres Textiles, de la Société d'Édition des Producteurs Agricoles, Industriels et Coloniaux puis représentant en 1959 au Conseil Économique et Social des activités économiques et sociales des Départements et Territoires d'Outre-Mer et actuellement vice-président de la Compagnie du

Chemin de fer Franco-Ethiopien, c'est un bon spécialiste du pillage colonial et néo-colonial, l'homme qu'il faut à l'impérialisme français pour tenter de surmonter sa crise sur le dos des peuples opprimés !

* Le banquier Fourcade aux Finances Giscard dit l'avoir choisi parce que c'est « le meilleur spécialiste des prix en France ». Spécialiste de la vie chère, oui ! Directeur des prix de 60 à 69, il est le spécialiste des 35 % d'augmentation des prix de détail en 10 ans, le père du fameux indice archi-truqué de l'INSEE. Les employés du CIC le connaissent bien, quand, des prix, il est passé PDG de cette grande banque de dépôts privée, contrôlée par le groupe SUEZ (de la famille Georges Picot allié à Giscard). Là, il a 80 millions de francs annuels d'appointement : par contre, son arrivée signifie une amputation de 20 % de la progression du pouvoir d'achat pour les employés. Contre les grévistes de sa banque, il fait appel aux gendarmes mobiles et qualifie la grève de « révolte de jeunes braillards ». Et son palmarès d'exploiteur ne s'arrête pas là : en décembre 73, il déclarait : « pour enrayer la hausse des prix, que peut-on faire ? une certitude : un blocage des prix au stade final serait inefficace, voire dangereux. Il faudrait donc accroître la pression finale sur les revenus — sur tous les revenus — afin de confisquer un peu de pouvoir d'achat ».

Voilà des indications sur la politique anti-ouvrière que compte mener le prochain gouvernement !

LES ECOUTES LEGALISEES

Grand bruit est fait sur le changement de style du nouveau président : il remonte à pied les Champs-Élysées, il refuse de porter le collier de la légion d'honneur, il demande aux députés de s'asseoir pour écouter sa déclaration, il vient à la télévision présenter, un à un, ses différents ministres comme un professeur ses élèves. Il s'agit de faire croire aux masses que « Giscard à la barre », c'est vraiment le changement. Il s'agit de redorer le blason terni de la démocratie bourgeoise. L'affaire des écoutes téléphoniques révèle bien le contenu creux, formel, de ce changement.

Au premier conseil des ministres, Giscard annonce un certain nombre de mesures, dont la plus publicitaire devait être la suppression des écoutes téléphoniques et la destruction des archives. Chirac et Poniowski s'empresent d'accourir au centre d'écoutes dont on avait énergiquement nié l'existence jusque là. Poniowski ressort en déclarant qu'il « convient de poser par principe la suppression des écoutes téléphoniques » et que « celles-ci ne seront admises que dans des conditions très précises et très étroites qui correspondent à des problèmes de défense du territoire, de sécurité intérieure... »

Ainsi, « par principe », on ne s'écouterait plus les uns les autres. Par contre les révolutionnaires qui luttent pour la destruction de l'Etat bourgeois, eux, seront écoutés légalement. Lecanuet, lui, ne pourra plus se plaindre d'être écouté !

éditorial

A peine désigné, le nouveau gouvernement prépare un plan d'austérité destiné à faire payer la crise aux travailleurs. Nous ne connaissons pas encore le détail de ces mesures, mais il est plus que jamais urgent pour les travailleurs de se préparer à la riposte, d'engager l'action révolutionnaire pour faire face à ce plan.

Il faut faire face au chômage, et aux licenciements que, de manière souvent camouflée, la bourgeoisie multiplie. Parce que, en même temps que les fermetures d'usine se poursuivent à Grenoble, 850 travailleurs licenciés chez Masset Didier, dans le bâtiment, 1300 emplois supprimés à la Compagnie Française d'Entreprise, dans le Nord à Graveline, 500 travailleurs de la cartonnerie voient leur emploi menacé, en même temps la bourgeoisie recourt à des formes moins spectaculaires, mais toutes aussi efficaces pour priver le travailleur de son emploi. A Simca Chrysler, la CFT a fait une grosse publicité sur son opposition aux 700 licenciements envisagés par la direction US de la firme. Mais qu'a-t-elle dit, qu'a-t-elle fait contre la suppression à Simca Chrysler justement de 6000 emplois depuis décembre, emplois supprimés par le simple jeu du non renouvellement des contrats de travail ou des remerciements de travailleurs intérimaires.

De plus en plus fréquemment, et pas seulement dans l'automobile, la bourgeoisie recourt à cette forme nouvelle d'organisation du chômage que sont les contrats de travail, ou le travail intérimaire, forme qu'elle a mis

au point justement pour organiser aux moindres frais les licenciements. Aujourd'hui, le chômage se développe dans le textile, dans l'automobile, dans l'industrie de la chaussure et dans le bâtiment. Y faire face, c'est engager fermement la lutte contre ces formes modernes de chômage. Les camarades immigrés sont les plus touchés par ce système de contrat puisqu'avec la circulaire Fontanet, ils sont tenus d'avoir un contrat avec leur employeur pour être en règle : ils sont ainsi les victimes désignées des mesures de chômage. Mais, le système des contrats s'étend à toute la classe ouvrière : de plus en plus fréquemment des jeunes, des femmes, se voient offrir des emplois avec des contrats à durée limitée, 3 mois, 6 mois... Toute la classe ouvrière de France, Français, et immigrés, doit engager la lutte contre le système des contrats à durée limitée.

Il faut faire face à la hausse des prix qui s'est encore accélérée en Avril : 1,6% ce qui signifie une hausse étendue sur l'année de 20% ; le beurre a subi une hausse de 26%, les œufs de 20,9%, la volaille de 16,2% ! Le SMIC à 1200 F pour 43 H promis par Giscard avant la fin de l'année serait ainsi inférieur, en pouvoir d'achat, au SMIC à 1000 F, cédé par Messmer il y a un an ! Le nouveau ministre des finances déclare lui-même que le pétrole n'a rien à voir dans la hausse des prix alors que son prédécesseur... Giscard d'Estaing, disait le contraire pendant sa campagne présidentielle. Le gouvernement prévoit, la période électorale écoulée, de faire monter le prix des tarifs publics : on parle du

carnet de tickets de métro à 10 F, du timbre à 70 centimes, de l'essence à 2 F, mesures prévues dans le rapport de M. de la Genière expert de Giscard d'Estaing !

Il faut exiger immédiatement des augmentations de salaire : 200 F pour tous, 1650 F minimum pour 40 H, pas de loyer supérieur à 10% du salaire. Il faut refuser de négocier ces augmentations sur la base de l'indice truqué de l'INSEE. Certes il est supérieur pour les quatre premiers mois de l'année à l'indice CGT, mais contrairement à ce que dit M. Ségué qui y voit une preuve que l'INSEE tient compte de ses critiques, cela prouve au contraire que l'indice CGT est aussi truqué : Messieurs Ségué et Maire ne trouvaient-ils pas suffisant pendant la période électorale de fixer le SMIC à 1200 F... comme Giscard d'Estaing !

Il faut exiger des comptes auprès de ceux qui, à la tête de la CGT comme à la tête de la CFDT, ont engagé les travailleurs dans l'ornière de l'Union de la Gauche et les changements par la voie électorale. On a vu ces dirigeants syndicaux promettre à la bourgeoisie qu'en cas de victoire de Mitterrand, ils se faisaient forts de «prévenir les affrontements sociaux», ils se faisaient forts d'obtenir un meilleur rendement des travailleurs, ils se faisaient forts de «limiter les revendications ouvrières dans un cadre réaliste»... ils doivent rendre des comptes aujourd'hui.

Non seulement ils ont bridé la lutte revendicative pendant toute la période électorale, repoussant à plus tard l'amélioration du sort des travailleurs, mais ils ont multiplié les manœuvres

pour engager les travailleurs derrière Mitterrand, pour les convaincre que l'amélioration de leur sort dépend en fin de compte de cette élection présidentielle.

Aujourd'hui encore, Maire prétend engager dans la CFDT la chasse aux syndicalistes révolutionnaires qui ont refusé de soutenir Mitterrand, qui ont refusé de gruger les travailleurs. Poursuivant jusqu'au bout son effort au service de Mitterrand, Maire va jusqu'à jouer au sergent recruteur pour le Parti Socialiste ! Il faut empêcher la direction confédérale de faire de ce syndicat l'instrument du P.S. Plus que jamais, notre mot d'ordre : chasser les réformistes et les révisionnistes de nos syndicats est à l'ordre du jour.

Travailleurs, depuis des années et des années, la «gauche», P.C.F. en tête, vous fait croire à un changement durable et significatif de votre sort par la voie électorale, c'est vers cette voie là que convergent toutes leurs propositions.

Aujourd'hui, un an après les élections législatives de Mars 73, vous venez d'en faire l'expérience une nouvelle fois. Pendant cette campagne notre parti vous a mis en garde contre tous les candidats bourgeois, et au 2ème tour vous a dit : «Ni Giscard, ni Mitterrand, Abstention Révolutionnaire». Faites vos comptes aujourd'hui : un réel changement peut-il intervenir pour les travailleurs avec des élections organisées, contrôlées par la bourgeoisie de bout en bout, non seulement dans le déroulement du vote et le mode de scrutin mais aussi dans l'organisation et le financement même

de la campagne, la répartition des moyens de propagande, (télé, journaux, lieux de réunion). La bourgeoisie a refusé que notre camarade André ROUSTAN, président du PCR (m-l) soit candidat, parce qu'elle avait peur qu'il révèle et dénonce le caractère truqué des élections en régime bourgeois, parce qu'elle avait peur qu'il trace la seule voie du changement possible pour les travailleurs, la voie révolutionnaire de la destruction par les masses des véritables piliers du pouvoir bourgeois : l'armée, la police, la justice, les appareils idéologiques (radio-télé). En quoi Mitterrand, au delà des promesses qu'il a faites, pouvait-il garantir un réel changement aux travailleurs, alors que la bourgeoisie serait restée bien en place avec son appareil d'Etat ? En fait, les seuls engagements sérieux que Mitterrand a passés, c'est avec la bourgeoisie, quand il a multiplié les garanties sur le maintien de la propriété capitaliste, sur le maintien de l'armée bourgeoise, sur le maintien de la paix sociale, s'il gagnait...

Travailleurs, tirez le bilan de la campagne présidentielle, rejetez la voie électorale, rejetez ceux qui vous y guident, les Marchais, les Mitterrand, les Maire, les Ségué. Venez avec nous édifier un puissant Parti Communiste capable de guider les masses vers la Révolution, vers l'instauration du pouvoir des ouvriers et des paysans.

REJOINS LE P.C.R. (M-L)
OUI, LA REVOLUTION EST POSSIBLE
VIVE LE POUVOIR DES OUVRIERS ET DES PAYSANS.

GAGNER LA BATAILLE DE LA DIFFUSION

Les camarades de Paris sont en passe d'atteindre l'objectif de doubler la diffusion du journal. L'objectif sera atteint rapidement. L'objectif peut et doit être atteint rapidement dans toute la France, grâce à l'effort, à l'initiative de tous les camarades, sympathisants, lecteurs isolés. L'objectif peut et doit être atteint rapidement parce qu'après la fin du cirque électoral des présidentielles, la situation est meilleure que jamais pour faire connaître, propager les idées, les perspectives de notre parti parmi les travailleurs.

Les succès obtenus par les meetings du PCR (m-l) à Paris comme à Thionville : la forte affluence des travailleurs français et immigrés, les nombreuses prises de contact, le montrent. Les questions sur comment en sortir, quelle autre voie suivre, que l'on rencontre tous les jours dans les entreprises, les quartiers populaires, depuis le 19 mai au soir, le montrent.

Depuis la fin du tintamarre électoral, les préoccupations fondamentales des travailleurs s'expriment mieux. Pour y répondre, il faut augmenter considérablement la diffusion de notre journal. Mobilisons nous.

Camarades, faites part de vos initiatives. Diffuseur du journal, lecteur isolé, écris au journal pour faire connaître tes possibilités dans la bataille de la diffusion, pour demander toute aide possible, profiter de l'expérience des autres camarades.

MEETINGS DU P.C.R.(ml)

thionville

Vendredi 31 mai, à Thionville, le PCR (ml) organisait un meeting qui regroupa 170 personnes. De nombreux ouvriers sidérurgistes, des cheminots, des travailleurs immigrés, des jeunes lycéens se sont retrouvés au cours de cette réunion, particulièrement enthousiaste et militante. Après des témoignages d'ouvriers sur leur lutte contre l'exploitation capitaliste, le camarade André Roustan, président du PCR (ml), prononça l'intervention centrale où il développait les perspectives du Parti. Un camarade de Lip, expliqua ensuite la situation à Palente, les risques de licenciements qui pèsent sur 170 ouvriers et la nécessité de rester vigilants, de poursuivre la lutte. Tobias Engel, de retour de Lisbonne, expliqua la situation au Portugal et dans les colonies. Un groupe de militants capverdiens de Thionville chanta alors l'indépendance de la Guinée-Bissau. Le mot d'ordre «Guinée indépendante» fut repris massivement et longuement scandé. Puis eut lieu la projection d'un film sur les colonies portugaises, et sur les manifestations du premier mai au Portugal. Le film fut suivi d'un débat. Une vingtaine de participants prirent contact avec le Parti. Une collecte fut organisée au profit du journal. Le meeting se termina par un appel à rejoindre le Parti et l'assemblée entonna l'Internationale. Par la suite, autour de camarades, plusieurs petits groupes discutèrent encore longuement du Parti et de ses propositions.

paris

La salle du cinéma Ménilmontant était trop petite pour les 800 personnes, qui assistèrent certaines debout, au meeting du P.C.R. (m-l) mardi 28 mai. Parmi l'assemblée, des travailleurs français, des travailleurs portugais, de nombreuses personnes de ce quartier populaire étaient là ; de nombreux jeunes aussi. A l'entrée, les stands du C.A.C.F., de l'O.S.R., et une exposition de photos rapportées du Portugal par Tobias Engel retenaient l'attention. Le camarade André Roustan, dans son intervention, fit le point sur la situation après les élections, les rapports de force au sein de la bourgeoisie. Gilbert Mury fustigea la soi-disant gauche et ses alliés trotskistes et montra que la seule voie pour la classe ouvrière est d'édifier le parti communiste pour la révolution, s'inspirant de l'exemple du Parti du Travail d'Albanie. Avant de projeter son montage sur le Portugal, Tobias Engel expliqua la situation tant dans les colonies qu'au Portugal même. Le meeting se termina sur la projection du film chinois «Canal Drapeau Rouge» montrant la réalité exaltante de l'édification du socialisme en Chine, et par une vibrante Internationale. De nombreux travailleurs prirent contact avec le Parti. L'assistance importante pour un meeting de début de semaine montre que de nombreuses questions se posent aujourd'hui dans les masses, et que les vrais communistes se doivent d'y répondre.

AGRESSION POLICIERE DANS UN FOYER SONACOTRA

Depuis plusieurs mois, les résidents du foyer Sonacotra de Gennevilliers s'organisent avec l'aide de militants du P.C.R. (m-l) pour lutter contre l'augmentation du loyer de 270 F à 300 F et pour obtenir le droit de visite, la liberté de réunion et d'affichage, ainsi que le téléphone et une pharmacie de secours.

Samedi 1er juin, les camarades ont organisé dans le foyer un meeting d'une centaine de personnes. Des travailleurs de Gennevilliers ainsi que des résidents d'autres foyers de la région parisienne (notamment Clichy et St-Denis) sont venus nombreux apporter leur soutien aux camarades en lutte.

Mais la préfecture des Hauts-de-Seine, la mairie P.C.F. de Gennevilliers ne l'entendaient pas de cette oreille. Déjà, la veille du meeting, le gérant, avec la caution de la municipalité avait fait appel aux flics qui étaient venus relever l'identité des militants présents.

Malgré toutes les provocations et finalement l'interdiction du meeting par la Sonacotra, les travailleurs décident de maintenir leur réunion. 10 minutes avant la fin du meeting, sous prétexte que le film projeté par les résidents «durait trop longtemps et qu'ils s'étaient montré assez tolérants comme ça», les flics casqués et matraqués en main ont investi le foyer et expulsé les militants présents.

Cette agression n'entame en rien la détermination et l'unité des travailleurs. La lutte se poursuit.
ORGANISONS LE SOUTIEN.
DEMASQUONS LA MUNICIPALITE P.C.F., complice du gérant et de la SONACOTRA.
A BAS LES FOYERS CASERNES.
PAS DE LOYERS SUPERIEURS A 250 FRANCS.
LIBERTE DANS LES FOYERS.

abonnez-vous

Front rouge CCP 31 191 14 La Source

pour la France

pli normal

1 an

60 F

3 mois

15 F

pli fermé

1 an

120 F

pour l'étranger : écrire au journal qui fournira le tarif.

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE P.C.R. (ml)

Nom

Prénom

Adresse

Profession

envoyer à F.R. BP 464 75065 Paris Cedex 02

ROMANS : les travailleurs des industries de la chaussure à l'action contre le chômage et la déqualification !

«Giscard-Bidegain, c'est du baratin», «Giscard à la barre à mine» : vendredi après-midi, dans les rues de Valence, et devant la préfecture, les travailleurs de la SNR de Romans criaient leur colère contre le capitalisme qui licencie et déqualifie. Depuis plus d'un mois, ils occupent jour et nuit leur usine ; ça fait plus d'un an qu'ils sont entrés en lutte contre toutes les conséquences néfastes de la restructuration capitaliste dans l'industrie de la chaussure.

Pour réaliser le maximum de profits par la conquête de marchés en France et à l'étranger, les capitalistes de la chaussure modernisent, ferment les usines jugées non rentables, (il y avait 5000 entreprises en 1950, 10 fois moins aujourd'hui), ils suppriment des emplois par milliers, tout en transformant un travail, jadis très qualifié, en un travail parcellisé, répétitif, un travail d'OS. Les à-coups de la production, liés à une concurrence aiguë provoquent de nouveaux licenciements.

Ces derniers jours à Bordeaux, la société TACHON a annoncé 180 licenciements sur 425 salariés, à Rosporden (Bretagne), les établissements DONVAL veulent licencier 60 travailleurs. L'an dernier, à Romans, au moment où Salamander annonçait 327 licenciements, dans la même ville, JOURDAN (du trust américain GENESCO) en annonçait 84. Presqu'en même temps, 100 travailleurs de la chaussure étaient licenciés à Bellac (Hte Vienne) et 55

peu plus de 350 personnes, tournaient autour de 8F de l'heure).

Nationalement les salaires dans la chaussure sont scandaleusement bas : en moyenne à peine égaux ou inférieurs au SMIC : le salaire mensuel moyen des ouvriers qui était de 596 F en 1968, ne dépassait pas 989 F par mois en 1972. (Notons que l'accord de salaire signé entre le patronat de la chaussure et le syndicat jaune FO, le 18 avril de cette année, fixe un barème allant de 5,52 F de l'heure (I) pour le manoeuvre spécialisé à 7,45 F pour l'ouvrier hautement qualifié.) La soif de profit des capitalistes de la chaussure (1.790 milliards de chiffre d'affaires en 1960, 5.053 milliards en 1972), impose aujourd'hui de plus en plus aux ouvriers de Romans le sort commun à tous les ouvriers de la chaussure.

Contre les travailleurs, les procédés des sociétés capitalistes, qu'elles soient françaises ou étrangères sont les mêmes. L'an dernier, en juin, c'est la décision du trust ouest-allemand Salamander de fermer l'usine de la rue Dolay qui supprimait l'emploi de 327 travailleurs de Romans. Salamander avait pris le contrôle de l'usine (Pierre Arnoux) 5 ans plus tôt : 5 années durant lesquelles le trust allemand n'a pas eu un centime d'impôts à verser à l'Etat français, conformément aux faveurs dont bénéficient les trusts étrangers pour leurs premières années d'implantation en France, 5 années durant lesquelles, les ouvriers ont été

travailleurs avaient l'habitude de ne travailler que le cuir, ils se sont vus confier, au cours des stages, la réalisation de chaussures avec semelle plastique :

«C'est en fin de stage, surtout, qu'on nous a fait faire une collection où la tige et la doublure sont encore en cuir mais, où la semelle est déjà en plastique, c'est un modèle intermédiaire entre le luxe et le bon marché. Cette production, doit supprimer des postes, car il y a moins de travail à accomplir pour chaque chaussure. Et dans ce cas, le travail demandé après le montage n'exige plus de qualification.

— Nous avons fait de la production pour GEB, dans la région de Nantes. Nous avons travaillé comme chez n'importe quel sous-traitant : là c'était de la grande cavalerie, rien que du plastique.

— A Jourdan, où on a commencé à faire de la chaussure en plastique, un certain nombre de postes ont été supprimés. L'an dernier, les 84 licenciements annoncés ont été ajournés mais on met des travailleurs à la retraite anticipée, et ils ne sont pas remplacés.

Après avoir voulu préparer les ouvriers à la déqualification, au travail plus rapide et plus spécialisé, le patronat de la chaussure a voulu imposer la suppression de nombreux emplois, (au mépris de l'accord signé le 22 août 73), et la baisse des salaires. A Romans, les réductions de salaires pour les piqueuses de chez BADY

SALAMANDER : déjà un an de lutte pour les travailleurs

L'an dernier, la lutte des travailleurs de SALAMANDER en août, leurs manifestations de rue contre les licenciements, pour le maintien de leur entreprise, au moment où la lutte des LIP, pour les mêmes revendications, se développait avec un écho national, ont fait reculer la bourgeoisie. Avec l'accord signé le 22 août, tous les travailleurs de SALAMANDER ont obtenu 6 mois de stage à l'intérieur de leur entreprise, avec le maintien intégral des salaires pour la plupart d'entre eux.

L'annonce, par le patronat, que le 2 mai, seuls 167 travailleurs seraient repris a montré les limites de ce recul. Et Bidegain avait déjà refusé de s'engager sur les salaires en août 73. La bourgeoisie utilise les stages de reconversion, les stages de formation professionnelle, financés par l'impôt que paient les travailleurs, pour éviter des licenciements ouverts, et briser la combativité. Les travailleurs de la SNR l'ont bien compris, et vendredi, une de leurs banderoles dénonçait : «stages de reconversion = chômage déguisé». Les travailleurs ont déjoué la manoeuvre en ripostant aussitôt avec leurs sections syndicales CGT et CFTD, en occupant jour et nuit leur usine. Des travailleurs, désemparés par la remise en cause des promesses de réembauche, ont préféré partir, s'inscrivant au chômage, certains retrouvant un travail avec parfois une perte de salaire de 200 F par mois, mais malgré toutes les manoeuvres des capitalistes, 78 travailleurs ont continué la lutte sans relâche depuis un mois, se relayant pour occuper. Les femmes qui constituaient la majorité du personnel participent activement à l'action et sont toujours très nombreuses, rue Dolay. Les travailleurs ayant plus de 20 ans de boîte, et ceux embauchés les derniers, se retrouvent pour occuper l'usine.

Pourtant les manoeuvres n'ont pas manqué pour tenter de décourager, de diviser les travailleurs en lutte : de l'envoi d'une délégation de l'ANPE dans l'entreprise le 30 avril «pour que les ouvriers s'inscrivent au chômage» à l'annonce le 24 mai que «seuls 40 travailleurs seraient repris, dont une partie seulement parmi les 78 qui continuent la lutte».

Les travailleurs en lutte se sont unis sur des revendications précises : réembauche, maintien de l'entreprise. Pour les salaires, ils exigent pour base le minimum des salaires de Romans dans la chaussure, selon l'accord signé en mars 74 entre le patronat et les syndicats des entreprises de chaussures, avec augmentations prévues au premier septembre et au premier novembre : c'est inférieur aux salaires que les travailleurs touchaient avant d'être licenciés, surtout pour les salaires les plus qualifiés, mais c'est très supérieur à ce que voudrait

imposer Kirschmann.

Pour décourager les travailleurs, Kirschmann et les représentants de l'Etat se renvoient la balle : l'Etat financerait la différence entre les minimas de Bidegain et ce que réclament les travailleurs, à condition que Kirschmann en couvre une partie, Kirschmann met comme préalable que l'Etat s'engage d'abord, ou, il se plaint de ne pas avoir les commandes promises par la fédération de la chaussure, etc... etc... «On se moque de nous, nous continuerons la lutte» disent les travailleurs.

Les travailleurs de la SNR sont sûrs aujourd'hui que les patrons ne comprennent que le langage de la force et que leurs engagements ne valent rien. Les travailleurs de la SNR ont déjoué le piège des marchands d'illusions, le piège de Ségué, et de l'«Humanité» révisionniste qui, voici un an, parlant de l'accord avec Bidegain comme d'une «victoire totale», présentaient la lutte comme terminée. Vendredi, reprenant des chants révolutionnaires, avec le petit orchestre des militants du CLAJ dont plusieurs travaillent à la SNR, les ouvriers affirmaient leur volonté de vaincre.

Des travailleurs d'autres entreprises de la ville qui avaient débrayé, étaient venus. Depuis le 2 mai, les grévistes tiennent financièrement avec l'argent collecté dans des boîtes à chaussures, à travers toute la ville.

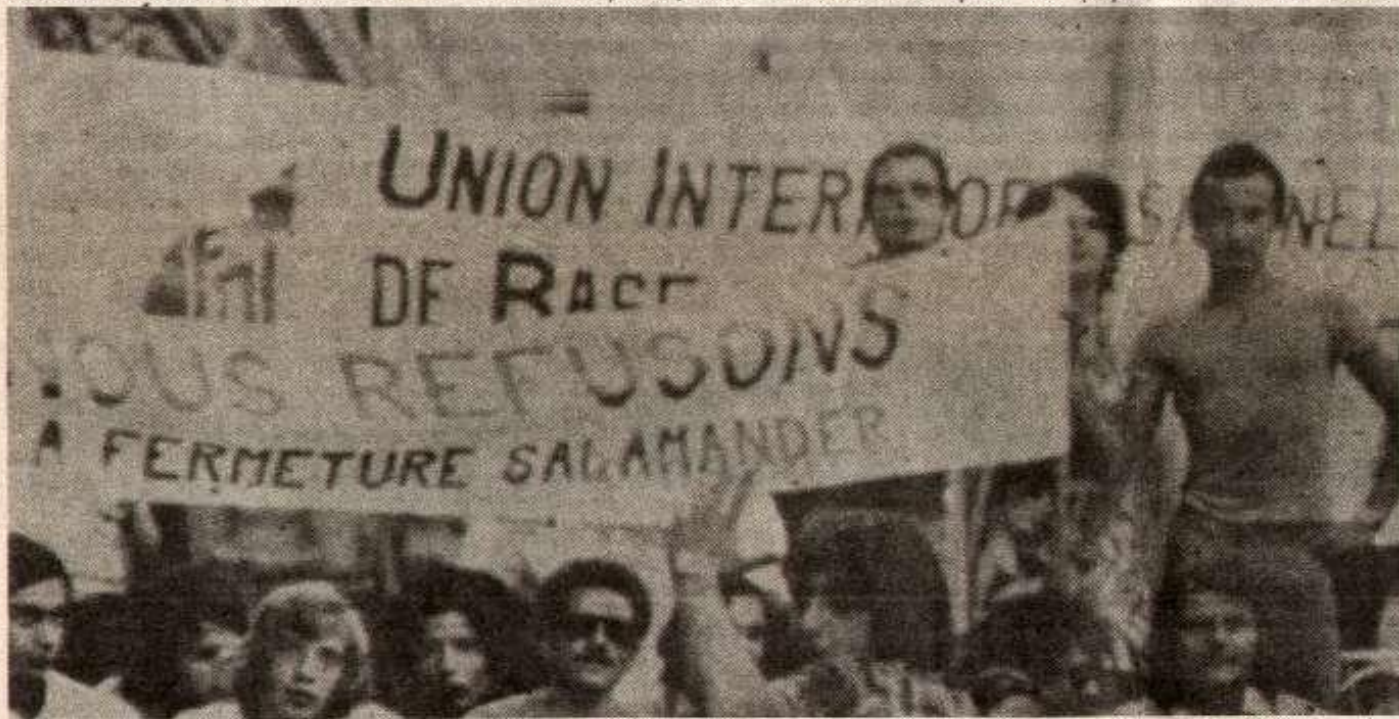
Voici 15 jours, et à plusieurs reprises ces derniers mois, avec une délégation de LIP, venue à la SNR, les travailleurs ont échangé leurs expériences sur les problèmes communs de la lutte, les difficultés et la tactique à suivre dans l'action contre les licenciements et le chômage. «Avec Piaget, avec d'autres militants de chez LIP, nous avons vu les perspectives nouvelles, nous avons discuté de choses auxquelles nous n'aurions pas pensé : le développement de la lutte de classes, imaginer que dans l'entreprise les travailleurs seraient les maîtres» : voilà ce que nous disent les travailleurs qui avaient voté Mitterrand mais, disent-ils, «sans en attendre de profonds changements», Mitterrand qui avait «promis de parler des ouvriers en lutte à ROMANS, dans sa campagne, et n'en a pas dit un mot.

Actuellement, les négociations continuent, la direction de la SNR proposerait :

20 emplois le 4 juin
20 autres le 10 juin
10 autres le 14 juin
28 autres le 19 août.

Les 78 travailleurs en lutte seraient ainsi repris avec indemnités de chômage à partir du 24 juin et 200 F pour ceux qui reprendraient les derniers. Mais, rien de précis sur les salaires.

le 4 juin 1974.



autres à Limoges (usine PLOIN). De 71 à 72, par exemple, le nombre total d'emplois ouvriers passait de 67.769 à 65.672.

Dans toute la France, les travailleurs de la chaussure sont menacés. A Romans, la situation est encore plus critique, car en cas de perte d'emploi dans la chaussure, le risque c'est d'être obligé de quitter la ville et ses environs : ici l'industrie de la chaussure est très nettement la principale activité : la chaussure est à Romans et à Bourg-de-Péage, de l'autre côté de l'Isère, elle est aussi dans toutes les localités proches comme CLERIEUX, avec l'usine «Pratic» sur la route de Tains : 800 employés, dont de nombreux ouvriers-paysans, ramassés en car tous les jours, comme à Saint-Donat, où plusieurs entreprises de chaussures ayant fermé, les gens viennent travailler dans la chaussure à Romans même.

Quant au terrain des quartiers ouest de la ville, baptisés pompeusement «zone industrielle», il ne rassemble que quelques ateliers divers : les débouchés ne sont pas de ce côté-là.

Les travailleurs de Romans sont aussi plus particulièrement touchés par la restructuration capitaliste, parce que Romans était restée la capitale de la chaussure de luxe avec un travail encore qualifié pour une large part, au moins dans certaines entreprises, et des salaires nettement au-dessus de la moyenne nationale pour toute une partie des ouvriers, ce qui ne faisait pas pour autant des fortunes (exemple : à SALAMANDER, où les salaires des 120 femmes ouvrières piqueuses sur un

plus durement exploités, comme l'explique un travailleur qualifié de la fabrication, qui a 25 ans de boîte, et participe, jour et nuit, à l'occupation : «Lorsque SALAMANDER a pris le contrôle des établissements ARNOUX, nous sortions 800 paires par jour. Cinq ans plus tard, nous en sortions 1200, avec pourtant moins de personnel, dans le secteur où je suis». Une des raisons de la décision de SALAMANDER de fermer l'usine de Romans c'est la recherche d'un prix de main-d'œuvre inférieur : en effet SALAMANDER qui depuis 71 a fermé en Allemagne même, 14 de ses 32 entreprises, licenciant 5000 travailleurs allemands, fait produire en sous-traitance une part croissante de ce qu'il commercialise, recherchant la main-d'œuvre la moins chère tout en se débarrassant de tout problème d'embauche ou de licenciements (les sous-traitants sont là pour ça) : une pratique de plus en plus usitée chez toutes les grosses sociétés de chaussures. C'est ainsi que SALAMANDER s'il a abandonné son usine à Romans, n'a pas pour autant abandonné le réseau commercial constitué autour.

Grâce à leur lutte, les travailleurs licenciés obtenaient la promesse du maintien de leur entreprise, la relance étant précédée de stages de reconversion de 6 mois. Dans ces stages, les travailleurs ont fait l'expérience d'une réorganisation de la production imposée par la soif de profits des capitalistes de la chaussure : la reconversion, c'est la reconversion vers un travail moins qualifié, c'est produire plus, en moins de temps. Alors que chez Arnoux, les

donnent un avant-goût. Tout ça, c'est le véritable visage de la «Société Nouvelle Romane», la SNR constituée l'an dernier pour prendre la relève de SALAMANDER.

Kirschmann, le PDG de la nouvelle société a voulu profiter de la situation créée par la décision de SALAMANDER, pour mettre sur pied, avec l'appui de BIDEGAIN et de la Fédération Patronale de la Chaussure, une entreprise qui corresponde mieux aux impératifs de rentabilité capitaliste dans cette industrie KIRSCHMANN était déjà le PDG de l'entreprise romane contrôlée par SALAMANDER ; il est resté en place pour la SNR. Après les stages d'ouvriers qui ne lui ont rien coûté, puisqu'ils étaient pris en charge par l'Etat (soit 350 Millions d'anciens francs à payer par les travailleurs par le biais de l'impôt), après n'avoir eu qu'à empocher l'argent de la vente de la production de ces stages, Kirschmann voulait lancer son affaire, en prenant une partie des ouvriers en stage : juste ce dont il avait besoin pour le démarrage, et en imposant des salaires beaucoup plus bas qu'avec SALAMANDER.

Un ouvrier, OQ2 depuis plusieurs années, nous a expliqué que, gagnant 11 F de l'heure, il se retrouvait à 7,70 F de l'heure soit plus de 3 F de l'heure en moins avec ce qu'«offrent» KIRSCHMANN et BIDEGAIN. Pour des ouvrières piqueuses qualifiées qui gagnaient 10 F de l'heure, la perte serait de 2 à 3 F.

C'est contre ces projets de rapine, que les travailleurs ont repris la lutte le 2 mai.

Jean-Paul GAY Le 4 Juin

BIDEGAIN, LE PATRON MODERNISTE CONTRE LES OUVRIERS DE LA CHAUSSURE

JOSE BIDEGAIN, présenté, par la presse, comme un «patron de progrès» est dirigeant du CNPF, et président de la fédération des patrons français de l'industrie de la chaussure, il s'est expliqué sur leurs plans en octobre dernier dans la revue «Entreprises».

«Tout faire pour conquérir les marchés mondiaux et absorber les concurrents : «Nous avons effectué des études comparatives entre notre situation et celle de nos concurrents allemands et italiens, anglais, américains... En fonction de leurs résultats nous avons défini des objectifs et une politique que nous avons mise en place progressivement. Quel est le dessein plus précis de votre stratégie ? C'est d'abord d'aller plus vite que les autres en matière de concentration industrielle, aussi bien au niveau des usines que de l'intégration verticale de la production et de la distribution... J'ai poussé la profession à la conquête des marchés extérieurs... Nous avons développé les investissements commerciaux à l'étranger des sociétés les plus importantes telles que ANDRE...» (Exportations : 20,1% de la production en 1969, 25,31% en 1972).

A quel prix ?

«A travers des programmes recherche technologique nous avons diminué progressivement la part de la main-d'œuvre dans la fabrication. Il y a cinq ans il fallait 45 mn pour fabriquer une paire de chaussures, aujourd'hui il en faut 30».

José BIDEGAIN qui a déclaré : «dans l'industrie de la chaussure, la disparition d'une entreprise est un signe de santé» ajoutait : «la garantie des salaires... nous la refusons». Depuis 1970 il est aussi président du Centre National pour la Productivité des Entreprises... C'est lui qui avait pris l'engagement le 22 août que tous les travailleurs de SALAMANDER à Romans seraient réembauchés.

AUTOMOBILE :

chômage et intensification du travail

La menace de 700 licenciements chez SIMCA, 70 licenciements effectués chez General Motors, à Gennevilliers, qui décide de mettre au chômage 1.100 travailleurs pour 2 semaines, soit 6 semaines chômées dans cette entreprise rien que depuis janvier, entraînant pour les ouvriers la perte d'un mois et demi de salaire : autant d'indications sur l'ampleur de la crise dans l'automobile. Les informations transmises par notre correspondant à Sochaux le confirment encore : 300 emplois supprimés chez Peugeot en 5 mois, tandis que les stocks habituellement de 8 à 15.000 voitures, étaient de 30 à 40.000 avant les congés, et s'élèvent actuellement à 90.000 voitures, ceci va créer de graves difficultés puisque les modèles 75 vont commencer à être montés en juillet, or en automne, après le salon de l'auto, il n'y aura de places que pour eux, il faudrait donc que le stock soit écoulé avant.

Pour réaliser le maximum de profit, les capitalistes de l'automobile doivent vendre le plus de voitures possible. Or la conquête des marchés, la possibilité de bien se placer dans la concurrence, suppose des prix « compétitifs ». C'est pour obtenir de tels prix sans rogner leur marge de profit, que les capitalistes cherchent par tous les moyens à abaisser leurs coûts de production. Cela veut dire moderniser, produire chaque voiture en moins de temps, d'où un élargissement considérable de la production (en 5 ans Renault a doublé sa production), très supérieur aux possibilités réelles du marché, c'est-à-dire au pouvoir d'achat des masses, en conséquence une surproduction qui amène le patronat (comme on l'a vu ces premiers mois de l'année) à réduire le volume de la production et à supprimer des emplois à tour de bras.

Produire en moins de temps, abaisser les coûts de production : pour le capitaliste ça signifie intensifier le travail. Alors que les suppressions d'emplois et les jours chômés se multiplient dans les entreprises où on produit le haut de la gamme comme chez Citroën au quai de Javel ; les cadences sont accélérées, là où sont produites les petites cylindrées comme à Citroën-Levallois ou à Rennes pour les 2 CV et les Dyane, ou à Renault-Flins : sur les chaînes de R5 la production est passée de 32 à 38, par équipe et par jour.

Notons l'appui précieux fourni au patronat de l'automobile par l'Etat capitaliste qui utilise le budget, donc les impôts prélevés sur les travailleurs, pour financer certains projets. Ainsi, en est-il pour les 800 millions de francs d'investissements de Citroën en 1974 pour sa nouvelle usine d'Aulnay-sous-Bois où seront installés des chaînes « flexibles » (existant déjà à Renault) pouvant produire, chacune, n'importe quelle voiture de la gamme selon la demande et quelles que soient les conséquences sur les conditions de travail. De tels investissements seront couverts pour près de la moitié avec l'achat à Citroën, par la municipalité de Paris, des terrains du quai de Javel, des terrains dont Citroën disposait gratuitement depuis qu'il avait fabriqué des canons pour l'impérialisme français en 14-18.

Chômage et intensification du travail, avec la fatigue accrue et les accidents du travail : contre ces conséquences de la crise du capitalisme, la lutte doit se développer. Le combat que mènent déjà dans de nombreuses entreprises les travailleurs immigrés contre les contrats et pour leurs revendications indique que les organisations de la bourgeoisie, du type CFT, comme à Simca-Poissy ne seront pas de taille à faire taire la volonté de lutte de la classe ouvrière.

SIMCA : 700 LICENCIEMENTS QUI S'AJOUTENT AUX 6000 PRECEDENTS

La direction de SIMCA-Chrysler vient d'annoncer sa décision de licencier d'un coup 684 personnes dont 350 OS, 150 OP et 184 mensuels. Obligée de tenir compte de l'inquiétude et de la colère qu'une telle décision provoque non seulement chez SIMCA, mais dans toute l'industrie automobile et toute la classe ouvrière, la direction déclare qu'elle s'accorde un « délai de réflexion de 8 jours ». Mais cela ne change rien à la gravité de la menace que fait peser la firme américaine sur l'emploi des travailleurs. Ces licenciements seraient une étape nouvelle dans la politique de suppression d'emplois menée par la firme. Des travailleurs disent : « chacun sent que du jour au lendemain, il peut être mis à la porte... Peut-être que la CGT va faire quelque chose, organiser une grève ».

L'inquiétude est d'autant plus grande à Poissy qu'on a vu là-bas depuis 6 mois ce dont la direction était capable : « on nous parle aujourd'hui

de 700 licenciements, mais il faut parler aussi de tous ceux qui ont été mis à la porte depuis décembre » disent les travailleurs. (cf. article de « Front Rouge » no 116).

Mardi dernier, à la télé, le directeur de Chrysler-France déclarait que la décision de licencier était un ultime recours « après avoir tout fait jusqu'à présent pour préserver l'emploi ». Les 6.000 travailleurs qui, depuis décembre, ont vu leurs contrats non-renouvelés ou ont été vidés comme intérimaires, ou encore mis à la retraite anticipée, apprécieront. La déclaration du directeur de Chrysler-France met en pleine lumière tout l'intérêt que les capitalistes voient dans les formes déguisées de licenciements pour camoufler leurs mauvais coups contre la classe ouvrière.

Car, pendant que Simca s'accorde un « délai de réflexion », les mauvais coups continuent : « les contrats continuent de ne pas être renouvelés, aussi

beaucoup de camarades rentrent au pays, car il est souvent difficile de retrouver du travail ». nous dit Kemal, travailleur marocain sous contrat.

« Je me demande même si je vais finir mon contrat, des dizaines d'immigrés comme moi sont mutés chaque jour à la SNCF ou dans le bâtiment, alors qu'ils sont en cours de contrat ; cela arrive par exemple à certains qui n'ont fait que 9 mois sur leur contrat d'un an. En cas de licenciement, SIMCA pourra donc se décharger de toute responsabilité ».

Ainsi le patronat de SIMCA prend en douce des mesures comparables à CITROËN qui offrait des contrats dans le bâtiment, avec pertes de salaires, pour un millier de ses employés.

Par ses nouvelles menaces, la direction de SIMCA crée elle-même, un terrain favorable à une lutte unie contre toutes les formes de licenciements, déguisés ou non.

RENAULT : intensification du travail sur les chaînes de R 5

Ecquevilley, une cité-dortoir à quelques kilomètres de Flins ; c'est là que nous avons rencontré les travailleurs de Renault, qui nous parlent de leurs conditions de travail.

René a 52 ans, sa femme est aide-soignante, ils ont 3 enfants. Lui est OS à la chaîne des R 5. Il nous explique tout d'abord comment il est entré à Renault : « Je voulais entrer à Simca parce que c'était plus près de chez moi, mais voilà qu'à peine embauché, un gars vient me trouver « voilà ta carte, ici tout le monde est syndiqué à la CFT... », moi je réponds « attends que je touche ma paye, je ne vais tout de même pas filer du fric au patron avant qu'il ne m'ait payé... » le soir, j'étais mis à la porte : « ne s'adapte pas au travail ». Alors, je suis entré chez Renault, ça fait 5 ans... Je suis le seul français dans mon équipe... La semaine dernière, j'ai eu trois jours de mise à pied, parce que j'étais resté 10 mn aux WC... ils m'ont à l'œil parce que je refuse d'augmenter les cadences et comme les gars à côté en font autant et que je suis le seul français, ils disent : « ça ne peut être que lui qui monte les autres... ».

Mario, portugais, continue : « Les cadences, elles n'arrêtent pas de monter, ils ont même installé un système électronique : au dessus de chaque gars il y a une lampe témoin qui s'allume chaque fois que l'on a du retard, on se fait réprimander pour un retard d'une seconde... Maintenant, aux R5, je vois passer 38 voitures à l'heure, au lieu de 32, il y a six mois à peine... ».

Les cadences infernales, cela veut dire de plus en plus d'accidents, témoin ce vieux travailleur : « un Fenwick m'est passé sur le pied et m'a broyé trois orteils... Une fois sorti de l'hôpital, ne pouvant plus travailler à la chaîne, je me suis retrouvé à l'entretien, bien sûr, je suis assis mais mon salaire, lui aussi, a baissé, cela me fait 200 F de moins chaque mois... ».

A Flins aussi, l'embauche est arrêtée, mais les intérimaires, eux, continuent d'être pris et quand la Régie se flatte de ne pas avoir de salariés à moins de 1.500 F par mois, elle oublie tout simplement de parler des centaines d'intérimaires qui n'ont que 1.200 F par mois.

D'un côté, les suppressions d'emplois,

de l'autre la dégradation des conditions de travail : cette situation, les travailleurs la jugent insupportable. Aussi, au lendemain des élections, pour tous ces travailleurs se pose avec acuité la question de nouvelles perspectives : « ça ne peut plus durer, on se crève au boulot et en plus, les prix n'arrêtent pas de monter, surtout l'alimentation... Et nous revoilà partis pour 7 ans, c'est pas possible... » C'est pourquoi l'accueil qui nous est fait est partout chaleureux et qu'aux réponses enregistrées sur les conditions de travail s'ajoutent de nombreuses questions : « Pourquoi le PC a-t-il soutenu Mitterrand ? ; les trotskistes, qu'est-ce que c'est ? ; Pourquoi vous êtes-vous abstenus ? ; comment lutter dans les syndicats pour qu'ils défendent nos vraies revendications ? ; comment peut-on faire la Révolution en France ? ... »

Tout cela montre combien les travailleurs refusent les conditions de travail que leur impose le système capitaliste, et sont prêts à écouter les propositions des vrais communistes et à s'en emparer.

CHRYSLER TENTE DE REDORER LE BLASON DE LA C.F.T. ...MAIS LA FICELLE EST UN PEU GROSSE !

Contre les travailleurs qui refusent de payer la crise du capitalisme, la bourgeoisie s'appuie sur les révisionnistes et les réformistes qui, au sein de la CGT et de la CFDT, s'opposent aux revendications fondamentales des travailleurs et aux idées révolutionnaires, mais elle compte aussi sur des organisations de type fasciste, pour encadrer les travailleurs et développer contre eux, dans l'avenir, une répression accrue.

Parmi ces organisations, la « Confédération Française du Travail » est celle qui, aujourd'hui, se manifeste le plus, surtout dans les bagnes capitalistes de l'industrie automobile. Et certains membres de la majorité gouvernementale actuelle n'hésitent pas à réclamer la reconnaissance de la « représentativité nationale » de la CFT. Ce syndicat « représentatif » voilà ce qu'en pensent les travailleurs que nous avons pu interviewer :



Peugeot 73 : chassé par les ouvriers, le commando CFT quitte précipitamment l'usine sous la protection de la police.

Après avoir expliqué aux travailleurs qui nous sommes, la discussion s'engage, une discussion où perce la haine profonde contre le syndicat fasciste, malgré tous les efforts démagogiques de la direction. Dans cette période de crise, la direction de SIMCA compte bien utiliser la CFT pour imposer sa loi. Mais, devant le mécontentement grandissant des travailleurs, encore faut-il que la CFT n'apparaisse pas trop comme l'ennemi direct, totalement inféodé au patronat. D'où la tentative de mettre en valeur la CFT aux yeux des ouvriers : la tactique consiste à revenir sur certaines décisions en les présentant comme un succès obtenu par la CFT. « Fin mai », explique un ouvrier, « SIMCA est revenu sur sa décision de faire chômer 2 jours, la CFT au courant à l'avance, a pu présenter ça comme « sa victoire ». Aujourd'hui, la CFT déclare que c'est grâce à elle que la direction accepte 8 jours de « réflexion » avant de licencier 700 travailleurs. Sa ficelle est un peu grosse. Les travailleurs dénoncent l'adhésion forcée à cette organisation du patronat qui « revendique » par exemple, comme par hasard, à l'heure actuelle, le retour aux 40 heures... sans maintien du salaire. « A SIMCA, c'est dès l'embauche que la CFT essaie de te prendre en main, moi par exemple, c'est en passant la visite médicale au Maroc : c'est là-bas où les sergents-recruteurs de SIMCA choisissent les travailleurs les plus costauds, qu'on m'a donné d'office la carte CFT » nous explique Youssef « Et

celui qui ne prend pas sa carte, s'il n'est pas viré dans les trois mois, il est sûr en tout cas de ne pas avoir son contrat renouvelé ».

Pour les travailleurs français, ce n'est guère différent : « Pendant deux ans », nous explique un travailleur français, « Je n'avais plus pris de carte CFT ; un beau matin, un CFT est venu me voir et m'a dit : « tu sais, il y a des licenciements dans l'air, tu ferais mieux de prendre ta carte ». Lorsque ça ne suffit pas, le choix est encore plus nettement posé : « ou tu prends ta carte, ou tu prends ton compte ».

« Pour quelqu'un qui résiste à l'intimidation, qui ne veut pas adhérer à la CFT et proteste contre les conditions de travail : si c'est un français qui n'est pas à la chaîne, il est mis à la chaîne, aux plus sales boulots, à la peinture, par exemple, s'il tient le coup, on lui met un régulateur CFT derrière le dos, qui lui fait commettre des fautes professionnelles par des ordres contradictoires, si ça ne marche pas, le chef fait venir deux gars qui « témoignent » qu'il a fait une faute... et c'est la porte ».

Pour tenter de briser la résistance des travailleurs, la CFT compte sur ses mouchards et la méfiance qu'ils entretiennent : « Certains prennent la carte CGT en plus de la CFT, j'ai un copain qui avait fait tomber les deux cartes au vestiaire, le lendemain, il était viré ».

« Mon fils est délégué CGT dans une autre boîte, un jour que je rouspétais contre le travail, voilà que mon chef, CFT actif, et voisin d'immeuble, me

dit : « déjà que ton fils est marqué au rouge, tu ferais bien de te tenir tranquille ». Cela fait pourtant 20 ans que je suis chez SIMCA ».

C'est tout risque d'opposition que la CFT a pour mission d'éliminer c'est tout-à-fait clair lors des élections professionnelles : « la représentativité de la CFT parlons-en : combien de fois j'ai vu les gardiens accompagner les travailleurs immigrés dans l'isoloir pour mettre le bulletin, sous prétexte qu'ils ne savent pas lire, et très tôt le matin du vote, plus moyen de trouver un bulletin CGT, comme par hasard ». Des hommes de la CFT adhèrent à la CGT pendant la durée du vote pour être assesseurs « CGT » et « veiller » au déroulement.

Quelque soit le résultat, la diffusion de toute propagande est interdite, à part la CFT. Voici à peine un mois, un commando CFT attaquait des diffuseurs CGT, matraque à la main, aux portes de Poissy.

Mais cette omni-présence de la CFT est loin d'être sans failles. Aujourd'hui, devant la menace de 700 licenciements à Poissy, des ouvriers que nous avons rencontrés et qui avait pu se laisser prendre à la démagogie de la CFT concernant une prétendue « défense » des travailleurs, ou qui désespéraient dans la possibilité d'agir à SIMCA, veulent que ça change, certains espèrent qu'il va être possible de faire quelque chose avec les autres syndicats. Dans une période qui voit une exploitation accrue des travailleurs, la CFT joue son influence.

LE DECLIN DE L'U.D.R. (1)

Les contradictions aiguës qui traversent aujourd'hui l'UDR semblent annoncer son éclatement. Depuis près de 30 ans, sous un nom ou sous un autre, au pouvoir ou pas, avec des effectifs fluctuants, s'est maintenu un parti gaulliste, instrument d'une politique dont les thèmes essentiels n'ont pas varié. L'échec de l'UDR aujourd'hui, correspond au fait que certains de ces thèmes ne pourront plus constituer les orientations de l'impérialisme français : l'instrument d'une politique périmée est lui-même périmé, condamné.

LES ORIGINES DE L'UDR, LE RPF

Ces fameux thèmes gaullistes : «les institutions», «l'indépendance nationale», «la participation», «l'anti-communisme»... on les retrouve dans les orientations même du RPF (Rassemblement du Peuple Français), ancêtre de l'UDR, dès sa création en avril 47. Ils répondent à une série de choix en face desquels est placée la bourgeoisie impérialiste française dès cette période.

LE R.P.F. ET L'INDEPENDANCE.

Ce problème est posé à l'impérialisme français dès la fin de la guerre par l'attitude de l'impérialisme US. Ce dernier entend profiter de la situation des impérialismes européens, «alliés» mais rivaux, dont les pays ont lourdement payé l'écrasement du nazisme ; industrie dévastée, pertes humaines importantes..., alors que les USA n'ont rien souffert de tout cela. L'impérialisme US tente ainsi de faire de l'Europe une zone de dépendance, y installant des bases militaires, consentant certes des crédits au titre de la reconstruction (plan Marshall) mais surveillant là où ils allaient s'investir, imposant le type de production, et exigeant même une partie de cette production. L'orientation qui a dominé pendant toute la quatrième république laissait dans une très large mesure l'impérialisme U.S. faire cette politique, créant en de maintes occasions des situations de dépendance de la France à l'égard de l'impérialisme U.S.

Le RPF dans son programme et dans son activité défendra au contraire la nécessité pour l'impérialisme français de conquérir son autonomie par rapport à l'impérialisme U.S., tout en s'appuyant, pour cela, sur l'aide mesurée de son «allié». Cela se concrétisera au parlement par exemple, par l'opposition du R.P.F. à l'instauration de la Communauté Européenne de Défense, projet made in USA d'une armée de «défense» européenne dirigée contre l'URSS alors encore socialiste, armée placée de fait sous contrôle U.S. Les importants mouvements de masse qui se sont déroulés en France à cette époque (51-54) contre ce projet le feront échouer.

LE R.P.F. ET LES INSTITUTIONS.

La nécessité pour l'impérialisme français d'atténuer le poids du parlementarisme et de renforcer, de concentrer, les moyens des décisions importantes dans les mains d'un président élu pour une période déterminée avait été vue de longue date par l'impérialisme français. Avant

guerre, puis par Pétain lui-même, avait été envisagée une modification de la constitution dans ce sens. La raison de ce besoin pour le capitalisme monopoliste d'Etat est simple : il ne peut faire dépendre ses plans, ses projets à moyen terme du simple renversement d'une majorité parlementaire. Le jeu politique des partis bourgeois au parlement acquiert une certaine autonomie, cela d'autant plus que les moyens de corruption dont dispose l'impérialisme français, d'autres impérialismes en disposent aussi. Par exemple l'attitude de groupes parlementaires (SFIO, ou MRP) pendant certaines années de la IVème République, s'explique aussi par les relations directes nouées par ces partis avec l'impérialisme U.S. Parce que l'impérialisme U.S. trouvait par ce biais de chauds défenseurs de sa politique au sein même du Parlement Français, on comprend que l'affirmation par le R.P.F. de la nécessité d'une «politique d'indépendance» pour l'impérialisme français s'accompagne de celle de la nécessité «d'institutions politiques stables, de limitation du rôle du Parlement»... Pendant toute la période de 47 à 58, l'impérialisme français accepte pour sa reconstruction, d'entretenir des liens étroits souvent de dépendance, avec l'impérialisme U.S. Le R.P.F. sera en conséquence tenu à l'écart de la gestion des intérêts du capital, gestion qui sera assurée tour à tour en alliance par la S.F.I.O. ancien nom du P.S., le M.R.P. et le C.N.I. (centre national des indépendants). Malgré ses succès importants aux élections municipales de 47, il n'obtint pas en 51, une représentation décisive au parlement malgré une promesse d'amnistie des collabos : les autres partis rivaux avaient fait adopter la loi électorale dit de l'appareillement, loi qui désavantageait le R.P.F. et le P.C.F.

LE R.P.F. ET SON ORGANISATION PARAMILITAIRE ANTI-COMMUNISTE.

Mais si le R.P.F., dès sa constitution, défendait des propositions différentes en matières de relation interimpérialistes de celles qui dominaient alors dans la bourgeoisie française à l'époque, un aspect essentiel de sa création a été la lutte contre la classe ouvrière et le Parti Communiste Français qui à l'époque, n'avait pas encore dégénéré en un Parti révisionniste, même si la participation au gouvernement en 44/47 de ses dirigeants témoigne de la ligne révisionniste suivie déjà à l'époque. En même temps que le PCF a été licencié du gouvernement en 47, après avoir aidé la bourgeoisie à faire retrouver leurs manches aux travailleurs, une féroce répression a été déclenchée contre la classe ouvrière, contre tout mouvement gréviste, contre les militants communistes et les syndicalistes...

Le RPF organisait à l'extérieur de l'appareil d'Etat des groupes paramilitaires nombreux (16.000 hommes) bien organisés et bien armés contre les travailleurs et les actions révolutionnaires qu'ils menaient. Couvrant par exemple, une ville comme Paris divisée en secteur, de ses organisations hiérarchisées, il se fixait pour tâche d'être capable, à tout moment, d'intervenir pour «neutraliser» les militants du Parti

Communiste. Dénonçant le PCF comme le «Parti de Moscou», le «parti de l'étranger», le «parti des séparatistes», le RPF commit de nombreuses agressions, y compris des assassinats contre des travailleurs. Les SAC (services d'action civique) qui continuent à exister aujourd'hui sont les héritiers directs de ce service d'ordre du RPF. Ce sont ces mêmes SAC qui en mai 68 disposaient dans toutes les régions de France de listes de «personnes suspectes» qu'ils devaient arrêter et interner dans des stades en cas d'aggravation de la situation. Le RPF accompagnait ces campagnes anti-communistes virulentes de propositions pour apparaître comme une organisation au dessus des partis, au dessus des classes. En direction des travailleurs, d'un côté, il dénonçait démagogiquement l'incapacité des gouvernements de la IVème République qui étaient toujours en crise, d'un autre côté, il proposait aux travailleurs la fameuse association «capital-travail» ou la «participation des salariés aux fruits de leur travail» reprenant ces thèmes à Pétain lui-même...

DU RPF A L'UNR: LE COUP D'ETAT DE 58

Tenu en échec aux élections de 1951, incapable de maintenir sa cohésion (plusieurs députés acceptent de jouer le jeu de ce «régime des partis», si décrié, et de prendre des postes de ministres, comme Chaban-Delmas en 54 par exemple), le RPF instrument au service d'une politique qui ne peut encore être celle de l'impérialisme français s'est éteint. Cela ne veut pas dire que le clan gaulliste ne conserve pas des liens organisés ni par exemple que le sinistre service d'ordre du RPF est dissous... il est simplement mis en veilleuse, le coup d'Etat de 58 le démontrera.

C'est en effet en 1958 que la bourgeoisie impérialiste décidera de confier la gestion de ses intérêts à de Gaulle et au clan gaulliste. Les origines de ce choix se trouvent dans la crise coloniale et dans la crise politique qui en découle. L'impérialisme français qui s'est déjà fait chasser d'Indochine en 54 après les exemplaires victoires remportées par le peuple vietnamien, affronte la lutte du peuple algérien pour son indépendance. L'incapacité des gouvernements successifs à briser la lutte d'indépendance du peuple algérien engendre la crise politique permanente facilitée par le régime parlementaire, c'est-à-dire par l'extrême dépendance de tout gouvernement à l'égard des combinaisons de partis mises sur pieds à l'Assemblée Nationale. Les solutions offertes par de Gaulle et le clan issu du RPF sont alors adoptées par la bourgeoisie parce qu'elles doivent lui permettre de sortir de cette impasse : pour l'instabilité gouvernementale, on l'a vu, les gaullistes proposent de l'éliminer par la réforme de la constitution, la création d'une présidence de la république non fictive ayant le pas sur le parlement, c'est ce qui sera fait dans la constitution de 1958. Pour la question coloniale les thèses gaullistes déjà explicitées dans le programme du RPF, affirment la possibilité de maintenir la domination coloniale sur les peuples de ces pays, à

condition d'accorder à ces peuples un minimum de libertés formelles (droit de vote, représentation parlementaire accrue...) au sein de l'Union Française, Union de la puissance coloniale et des pays colonisés ! En même temps qu'un cinglant échec sera infligé à ces projets par le peuple algérien lui-même, qui ne se contentera pas de demi-mesures et obtiendra par la lutte le départ des troupes françaises et de l'administration coloniale de son pays, en même temps de Gaulle en accordant une indépendance formelle aux colonies d'Afrique Noire prendra les devants de nouvelles luttes de libération nationale, et réussira progressivement à maintenir sous la forme néo-coloniale la domination de l'impérialisme français sur ces pays, la Guinée (Conakry) exceptée. Pour soutenir la politique qu'il applique, de Gaulle reconstitue en parti l'UNR (Union pour la Nouvelle République) qui rassemble les débris du RPF éclatés dans diverses directions. Cette UNR qui a, à peu près, la même armature dirigeante que le R.P.F. est composée d'une amalgame de capitalistes qui sont les bailleurs de fonds, de politiciens issus du RPF pour la plupart issus du clan gaulliste de la résistance : Debré, Chaban-Delmas... ou d'homme de mains qui ont encadré le RPF, qui sont des hommes, issus de la pègre, qui couvrent leurs activités en soutenant le parti gouvernemental. Exemple significatif : 3 hommes du syndicat patronal de SIMCA, aujourd'hui baptisé CFT, deviendront aussi députés UNR : Bernasconi, Toutain, Calmède.

Toute la période 58/62 sera la période de difficultés pour l'UNR à se constituer comme parti dominant. Le peuple algérien fera échouer les projets gaullistes de maintenir camouflée la colonisation et imposera par la lutte armée la libération de son territoire. C'est cette défaite qui créera de graves contradictions au sein de l'UNR et dans le gouvernement, dans la bourgeoisie même... Les clans de la bourgeoisie qui s'étaient ralliés à de Gaulle, persuadés qu'il maintiendrait l'Algérie colonisée se sont écartés de lui et soutiennent l'OAS. A l'intérieur de l'UNR qui écrivait dans ses statuts : «l'Algérie sera maintenue dans le cadre de la souveraineté française», on enregistrera ainsi le départ d'individus comme Soustelle ou Delbecq, anciens chefs du RPF, artisans actifs du retour de de Gaulle au pouvoir. Mais l'impérialisme français n'a pas d'autre issue que celle ouverte par de Gaulle. Et les «nouvelles institutions» lui permettent de l'appliquer. Malgré les attentats fascistes de l'OAS, malgré les défections au sein de l'UNR et dans les soutiens parlementaires, l'indépendance du peuple algérien sera entérinée.

L'impérialisme français «débarrassé» du problème colonial algérien, va passer à une phase active d'opposition à l'impérialisme US : départ des troupes de l'OTAN de France, exclusive lancée contre l'entrée de l'Angleterre dans le marché commun, à cause de ses liens avec les USA, relations commerciales nouées avec le rival de l'impérialisme US : le social-impérialisme soviétique, tentatives de trouver des débouchés sur des chasses gardées US (par exemple aux USA).

La fin de la guerre d'Algérie ouvre une nouvelle période pour l'impérialisme

français : il va passer à une phase d'opposition active à l'impérialisme US, sur les questions décisives de la défense de l'Europe, de la monnaie, dans la chasse aux marchés... L'UNR (transformée en UDR en 1967) sera l'instrument de cette politique : parti dominant de la majorité, il assurera la stabilité politique pendant toute une période. Nous y reviendrons la semaine prochaine.

EXTRAITS DE LA DECLARATION-PROGRAMME DES DEPUTES DU R.P.F. EN 1951

La France est menacée. Des forces redoutables s'affrontent dans le monde d'aujourd'hui. Notre pays doit continuer à maintenir la paix, refuser d'être submergé par le flot soviétique. Pour cela, il nous faut changer et il nous faut construire. Que devons nous changer ?

Le désordre et la gabegie de l'état ; la faiblesse gouvernementale qui, dans l'impossibilité d'équilibrer le budget et d'obtenir la confiance des épargnants entraîne, par l'inflation qu'elle déclenche, la montée constante des prix, c'est à dire la misère des salariés, des pensionnés et des économiquement faibles et écrase les producteurs sous l'impôt. Nous devons mettre fin à l'antagonisme des classes ; aux querelles également périmées de l'école libre, de l'amnistie - à la menace que font peser sur la France et sur l'Union Française, l'insuffisance de notre défense nationale et la dépendance qu'entraîne cette insuffisance vis-à-vis de nos alliés.

La réfection des partis, ce serait la continuation de cette impuissance et de cette division. Le péril communiste deviendrait alors insurmontable. Or, la victoire des séparatistes ferait de tous les Français des serfs. Ils devraient subir la tyrannie d'une bureaucratie économique et administrative. La dictature policière régnerait de Brest à Moscou...

Pour éviter cela, nous devons construire. Que devons nous construire ? D'abord un état solide. Pour cela, d'une Constitution remaniée sans délai, doit sortir un Exécutif qui gouverne, contrôlé par un Parlement qui fasse les lois. Les pouvoirs étant séparés et non point confondus comme à présent dans les Partis, l'arbitrage national du Chef de l'Etat ayant à y veiller et au besoin à consulter le pays...

L'état ainsi renforcé devra mettre la nation en condition et se défendre contre tous les périls :

Contre le péril extérieur, par une défense nationale renouée, adaptée aux besoins modernes, conjuguée avec les défenses voisines tout en conservant l'autonomie nationale nécessaire ;

Contre le péril intérieur qui vient de la lutte des classes, en réalisant l'apaisement social qu'apportera l'association entre actionnaires, cadres et travailleurs ; tous les producteurs devant être intéressés directement au rendement de l'entreprise.

Pour que cette grande réforme puisse se développer dans le climat nécessaire, les syndicats devront être affranchis de la tyrannie des partis politiques...

C'est en s'appuyant sur cette France rassemblée, renouée, apaisée et décidée que nous pourrions défendre l'indépendance nationale et l'intégrité de l'Union Française. C'est ainsi que nous pourrions unir l'Europe autour de la France pour la consolidation de la paix par la mise en commun des ressources du continent. C'est ainsi que nous pourrions peser de tout notre poids dans l'alliance du monde libre.

de
nos
corres-
pondants

Oyonnax : (30 mai) grève à l'usine Vape d'Izernave, usine d'OS immigrés portugais et espagnols pour 0,60 F de l'heure (7,60 F au lieu de 7 F) et une prime de 30 F au lieu de 10 F, les ouvriers occupent malgré les menaces d'intervention des flics. Une section CFDT a été constituée. L'usine Vape d'Oyonnax s'est aussi mise en grève. Les Syndicalistes Révolutionnaires organisent et soutiennent l'action.

Villefranche-sur-Saône : Les 90 ouvriers immigrés turcs, portugais, marocains, tunisiens et algériens de SOBECA avaient décidé de constituer une section syndicale avec les Syndicalistes Révolutionnaires de Villefranche-sur-Saône, pour se défendre face aux exactions de la direction : vols sur les salaires, brimades, mises à pied... La direction, pour tenter de briser ce mouvement a décidé de licencier un ouvrier marocain. Immédiatement contactés, les Syndicalistes Révolutionnaires ont

organisé une Assemblée Générale où une lettre ultimatum est rédigée et signée de tous, pour faire réembaucher Akarfi, l'ouvrier licencié.

Le mardi 28 au matin, le patron et quelques chefs tentent l'intimidation et refusent la réintégration d'Akarfi. D'un seul pas, les ouvriers décident la grève. Une demi-heure après, les flics arrivent sur le chantier, en vain. Malgré les difficultés de langue (les turcs ne parlent pas le français), le cahier de revendications est élaboré, un tract est écrit, les contacts avec les chantiers SOBECA de St-Etienne et Dijon ont été pris.

Les Syndicalistes Révolutionnaires et le P.C.R. (m-l) organisent le soutien : déjà 200 F ont été collectés et le travail de popularisation va se poursuivre.

Le chef du personnel, Radio, fils d'un inspecteur du travail de Lyon, et la direction, refusent de discuter et espèrent que le mouvement va se

désagréger. Au contraire, la détermination est grande : on tiendra un mois, plus s'il le faut. Maintenant c'est parti. SOBECA cédera, on en a trop subi avec ces bandits».

Aix-en-Provence : La lutte des travailleurs turcs continue contre Bernard, le patron de l'entreprise «Durance concassage» qui les avait fait venir clandestinement et en profitait pour les surexploiter.

Suite à l'occupation de l'ANPE de Marseille, le 28 mai, occupation évacuée après une charge de police, une trentaine de travailleurs égyptiens sans papiers ont pris contact avec les travailleurs turcs et le comité de soutien. Se sont joints aussi à eux, les travailleurs arabes des pépinières Grégory, dont plus d'une dizaine viennent d'être licenciés pour avoir fait grève alors que leur patron les faisait dormir dans des serres... ainsi que les travailleurs de Blindex.

Le Havre : Lutte à Rogerville pour des conditions de logement décentes et pour les revendications.

Les travailleurs de Thibaut-Morel de Rogerville ont engagé la lutte pour des conditions de logement décentes : ils logent en effet dans des baraquements, toits troués, à six par chambre, à 10 km de tout magasin, Turcs pour la plupart, embauchés sous contrat comme OHO, ils sont payés comme manœuvres et exigent des augmentations de salaires ; face aux insultes racistes, ils exigent le renvoi des chefs racistes...

Le CACF et le P.C.R. (m-l) organisent le soutien et la popularisation de leur lutte. Déjà, les chantiers Thibaut-Morel de Villebonne et Pont Audemer sont d'accord sur les mêmes revendications. Une pétition de soutien circule : elle a déjà recueilli plus de 500 signatures de travailleurs français aussi bien qu'immigrés, 80 dans un CET. Dans la lutte, l'unité français-immigrés se construit.

LA RENCONTRE SCHMIDT-GISCARD

La première rencontre internationale de Giscard, président, vient de se dérouler, et, avec Helmut Schmidt, chancelier allemand. Ce n'est pas un hasard. La mise en place de Giscard à l'Elysée signifie, en effet, pour l'impérialisme français, une nouvelle orientation de sa politique européenne. Les relations entre l'impérialisme allemand et l'impérialisme français jouent un rôle important dans cette nouvelle orientation : c'est ce que signifie notamment la nomination comme ministre des affaires étrangères, de Sauvagnargues, ancien ambassadeur à Bonn, actif participant à la bataille pour la « Communauté Européenne de Défense » (CED) en 1952, c'est à dire pour le regroupement des forces armées européennes sous la tutelle américaine. Sauvagnargues, comme son patron Giscard, n'ont pas changé d'idée sur ce point, puisque Schmidt pouvait dire à la fin de son entrevue : « J'ai eu l'impression très nette que M. Giscard d'Estaing est, comme nous, animé d'un esprit de coopération dans les rapports entre les Etats européens et les Etats-Unis. Le président français est un homme qui a du bon sens et qui ne se laisse pas aller à des idées pleines de prétention ». Voilà un commentaire de Schmidt particulièrement révélateur sur la politique de Jobert et les changements que Giscard compte introduire. L'esprit dans lequel sont envisagés ces rapports n'est pas douteux quand on sait que la première déclaration du nouveau ministre allemand des affaires étrangères, Genscher, a été pour réaffirmer que « l'alliance atlantique et l'amitié avec les Etats-Unis resteront les préoccupations centrales de la politique de l'Allemagne fédérale ». Voilà un premier point d'accord entre les chefs des impérialismes français et allemand qui ne présage rien de bon pour les travailleurs.

Mais il y a un autre point, encore plus inquiétant pour les travailleurs, sur lequel se sont entendus Giscard et Schmidt : comment résoudre la crise qui se fait de plus en plus menaçante en France. En effet, l'impérialisme français s'est présenté devant son partenaire allemand dans une situation guère brillante. L'inflation vient de connaître un nouveau bond, 1,7% pour le mois de mai. La balance commerciale ne cesse d'être en déficit. Cette situation est celle de tous les pays de la Communauté européenne, sauf l'Allemagne : depuis le début de 1974, l'ensemble de ces pays connaît un déficit commercial de 100 Milliards de Francs, pendant que l'Allemagne, elle, a une balance excédentaire de 25 Milliards de Francs. Mais cette prospérité du commerce allemand dépend en grande partie des pays européens : 55% des exportations allemandes vont vers le Marché Commun. On comprend que l'impérialisme allemand craigne par dessus tout que d'autres pays européens suivent l'exemple italien, et tentent de résoudre leur crise en mettant en place des barrières douanières, en bloquant les importations. Schmidt était venu monnayer l'assurance que la France ne suivrait pas cette voie, moyennant quoi l'impérialisme allemand est prêt à « aider » l'impérialisme français à résoudre ses problèmes.

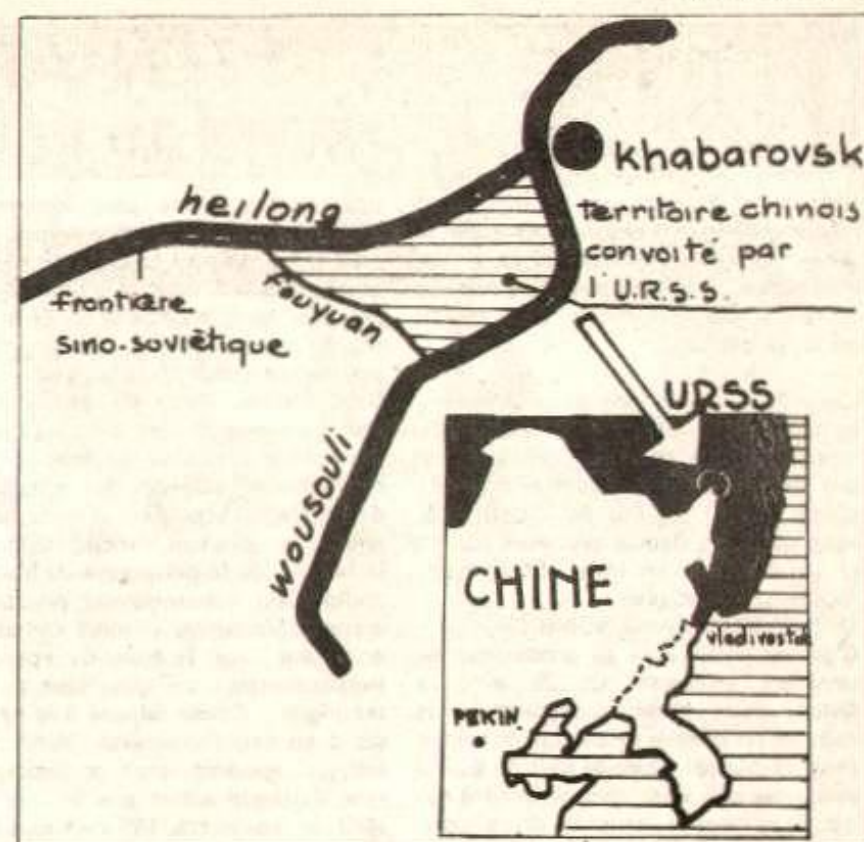
Giscard a proclamé bien haut que « la France n'avait pas besoin d'aide extérieure », qu'elle avait « parfaitement les moyens de rétablir par elle-même sa situation ». Gageons qu'il a donné des assurances à Schmidt sur la mise en place d'un sévère plan d'austérité, mais gageons aussi que Giscard ne repoussera pas les investissements allemands dans l'industrie française pour « restructuration », des opérations du genre du rachat de Roussel-Uclaf par le trust allemand de la pharmacie, Hoechst. Voilà également qui ne présage rien de bon pour les travailleurs français.

NOUVELLES MENACES DE L'URSS SOCIAL-IMPERIALISTE CONTRE LA CHINE SOCIALISTE

Dans une récente déclaration, en date du 23 Mai, les révisionnistes soviétiques expriment à nouveau leur volonté d'annexer une portion du territoire chinois, la pointe nord de la province de Heilongkiang, située entre les fleuves Heilong et Wousouli.

Depuis 1966, les révisionnistes soviétiques empêchent par la force les navires chinois d'emprunter le confluent des 2 fleuves Wousouli et Heilong, à proximité de Khabarovsk (Poli), et les obligent à passer par l'étroite voie fluviale de Fouyuan, en plein territoire chinois. Aujourd'hui, les révisionnistes soviétiques se livrent à un chantage odieux, déclarant autoriser le passage des navires chinois par le confluent, à condition que la République Populaire de Chine leur cède le triangle de son territoire compris entre le Fouyuan et les deux fleuves.

Ces prétentions révisionnistes, tout comme l'interdiction du confluent à la navigation chinoise, sont une violation flagrante des traités de Pékin de 1860 qui disaient que la ligne de frontière entre la Chine et la Russie passait précisément par le confluent. Et pourtant ces traités de type impérialiste avaient été imposés à la Chine à la suite d'une agression des impérialistes anglais et français : les tsars de Russie avaient à l'époque profité de la défaite chinoise pour accaparer une large partie du territoire chinois (près d'un million de Km², comprenant la ville chinoise de Poli, maintenant Khabarovsk). Malgré cela, pour favoriser l'amitié révolutionnaire des peuples chinois et russes, la République Populaire de Chine a toujours



accepté de prendre ces traités inégaux comme base du tracé de ses frontières.

Cela ne rend que plus inacceptable l'attitude impérialiste des révisionnistes soviétiques qui n'ont cessé, depuis le début des années 60, de violer ces traités et de multiplier les provocations et les agressions en territoire chinois. C'est ainsi qu'en mars 69, une bande de soldats soviétiques, armés jusqu'aux dents, ont envahi l'île chinoise de Tchen Pao. Plus récemment, le 14 Mars dernier, un hélicoptère espion soviétique qui survolait le territoire chinois était contraint par les forces armées chinoises à atterrir : trois espions soviétiques étaient arrêtés et une grande quantité de matériel d'espionnage découvert. Cet incident représentait la 61ème violation de la frontière chinoise par des appareils soviétiques dans la région du Sinkiang. Et, du reste, si un million de soldats soviétiques sont massés à la frontière chinoise, c'est bien parce que le social-impérialisme soviétique ne cesse d'entretenir des visées agressives sur le territoire chinois. Le peuple chinois, comme il l'a déjà prouvé à Tchen Pao, saura défendre son territoire contre toute agression étrangère.

PORTUGAL: offensive du nouveau gouvernement contre le mouvement des masses

Le nouveau gouvernement portugais vient de lancer une vaste offensive contre « ceux qui mettent en péril l'activité normale du pays ». Qui est ainsi visé ? Les milliers d'anti-impérialistes qui ont défilé dans les rues de Lisbonne en exigeant la fin immédiate de la guerre coloniale, les centaines de milliers de grévistes qui, dans tout le Portugal, réclament des conditions décentes de vie et de travail.

Et les révisionnistes portugais, qui participent au gouvernement, se font des agents zélés de cette politique. Il s'agit, selon eux, de consolider l'acquis, c'est-à-dire les conquêtes démocratiques. C'est ce qu'ils disent, mais l'objectif principal du gouvernement Spínola est tout autre.

Si le gouvernement veut stopper la vague de grèves et de revendications ouvrières, c'est avant tout pour sauvegarder et renforcer le capitalisme au Portugal. Quand des milliers de travailleurs réclament un salaire minimum de 6000 escudos, la junte n'accorde que... 3300 escudos ! Quand les travailleurs des transports en commun Lisbonne obtiennent par la lutte un salaire minimum de 1150F par mois et qu'il est remis en cause par la junte, est-ce pour consolider les libertés démocratiques ? Non, et

les révisionnistes le savent très bien, puisqu'ils l'avouent eux-mêmes : « de tels éléments, écrit une récente mise en garde du P.C.P., en jouant sur la misère des travailleurs, se révèlent singulièrement généreux quant à leurs revendications pour provoquer la ruine et la faillite des petites et moyennes entreprises, et une course au salaire incompatible avec les possibilités de nombreux secteurs incompatibles en réalité avec les profits qu'escomptent faire de nombreux capitalistes au Portugal. C'est l'air bien connu du « retrousses vos manches » que brandissent les révisionnistes, air qui n'a jamais servi qu'à sauvegarder les intérêts menacés de la bourgeoisie.

Si le gouvernement refuse une réelle décolonisation, c'est bien pour sauvegarder les intérêts, dans les colonies portugaises, des capitalistes portugais et... des impérialistes étrangers. A ce titre, les négociations avec le P.A.I.G.C. sont significatives. Acculés militairement sur le terrain en Guinée-Bissau, les colonialistes portugais ont bien été obligés d'ouvrir des négociations avec le P.A.I.G.C. Ces négociations sont interrompues jusqu'au 8 juin. Sur quel point butent-elles ? Pas sur la Guinée-Bissau continentale, mais sur la question

des îles du Cap Vert, importante plateforme stratégique au large des côtes d'Afrique, fort utile aux visées des différents impérialismes qui soutiennent la guerre coloniale au Portugal.

La junte prétend que la lutte armée n'étant pas déclenchée au Cap Vert, la représentativité du P.A.I.G.C. n'est pas réellement fondée. C'est nier le lien historique séculaire entre la Guinée-Bissau et le Cap-Vert, c'est nier les manifestations de masse en faveur du P.A.I.G.C. à travers toutes les îles. C'est prouver que le colonialisme ne s'incline que devant la force des armes et que malgré l'avènement de la démocratie au Portugal, les négociations, du côté du gouvernement provisoire, restent enchaînées au bon vouloir de la bourgeoisie et de l'impérialisme.

La seule véritable garantie du renforcement des libertés démocratiques, c'est la lutte résolue des masses, celle des peuples des colonies pour leur indépendance, celle du peuple portugais pour détruire toute les séquelles de l'appareil fasciste. En freinant ces luttes, les révisionnistes bradent les intérêts du peuple portugais et des peuples des colonies, au profit des seuls intérêts de la bourgeoisie portugaise et des puissances impérialistes qui la soutiennent.

PASSEZ COMMANDE DES TEXTES ISSUS DU CONGRES CONSTITUTIF DU P.C.R.(m-l)

à paraître début juin

une brochure comprenant le
programme et les statuts
du P.C.R.(ml)

envoyer les commandes à
F.R. BP 464 75065 Paris cedex 02
CCP 31-191-14 La Source
prix 3F, plus 1,20F de port

à paraître fin juin

un numéro spécial d'
OCTOBRE comprenant le
rapport politique, les
résolutions, le programme,
et les statuts

envoyer les commandes à
Octobre BP 34 75065 Paris cedex 02
CCP 33-999-29 La Source
prix 10F, plus 2,50F de port

VOYAGE EN ALBANIE

Dans le cadre du voyage en Albanie socialiste, qu'organise le P.C.R. (m-l), au mois d'août, il nous reste quelques places disponibles. Les sympathisants et amis du Parti, du journal, qui voudraient y participer doivent nous le faire savoir rapidement en écrivant au journal. Nous leur répondrons favorablement suivant les possibilités, leur fournissant toutes les indications nécessaires.

vient de paraître
PEUPLE PORTUGAIS
PEUPLES DES
COLONIES

MEME ENNEMI
MEME COMBAT

Une nouvelle brochure des
Comités Indochine Palestine

passer vos commandes à
CIP 8, rue du Roi de Sicile
75004 PARIS
Prix: 1,50F en timbre

ITALIE

L'ATTENTAT FASCISTE DE BRESCIA
UN MAILLON D'UNE LONGUE CHAÎNE

Brescia, le 28 mai : une manifestation antifasciste parcourt le centre de la ville. Sur son passage, une bombe dissimulée dans une poubelle explose en plein dans la foule : sept morts, soixante blessés.

Cette fois-ci, personne ne peut le nier, la main qui a signé le crime est celle du fascisme. Mais ce crime odieux n'est pas isolé : il est le dernier en date d'une longue série dont la trame de sang parcourt depuis plusieurs années la vie politique en Italie. Et derrière, toujours, le fascisme.

DES CRIMES SANS NOMBRE.

C'est en 1969 que se produisent les premiers attentats. Le 26 avril, à Milan, deux bombes, déposées à la foire et au bureau de change de la gare, font 21 blessés. Dans la nuit du 8 au 9 août, des attentats commis contre des trains causent à nouveau dix blessés. Et on arrive à cette terrible journée du 12 décembre. Trois bombes à Rome : quatorze blessés. Deux bombes déposées dans des banques à Milan : une seule explose, causant seize morts et quatre vingt huit blessés. Et depuis, toujours, des bombes qui explosent, des trains qui déraillent, des morts, des blessés. La liste ne cesse de s'allonger.

PISTE ROUGE ET PISTE NOIRE.

Dès les premiers attentats commis en 1969, la police a une explication toute prête : les explosions sont dues à des « extrémistes de gauche ». La cible est fournie par les groupes anarchistes,

particulièrement peu vigilants et victimes faciles des provocations. C'est eux qui seront accusés pour les bombes du 25 avril. Le procès, deux ans plus tard, montrera qu'ils ont été mis en cause sur la base du témoignage complètement fabriqué d'une déséquilibrée. Pour les attentats des trains, au mois d'août, c'est encore eux qui seront inquiétés. Et dans les jours qui suivent l'attentat des banques en décembre, deux d'entre eux seront arrêtés. Le premier, Pinelli, est jeté par la fenêtre de la préfecture de Milan au cours d'un interrogatoire poussé. Le second, Valpreda, croupit des années en prison, sur la base de « preuves » inconsistantes : un chauffeur de taxi témoignera l'avoir déposé à la banque où a eu lieu l'explosion. Vérification faite, il apparaît selon ce témoignage que Valpreda aurait pris le taxi alors qu'il se trouvait à 135 mètres du lieu de l'attentat, pour se faire déposer à 117 mètres de ce même endroit ! Des années durant, alors qu'elles sont en possession, dès les jours qui ont suivi l'explosion de Milan, d'un témoignage qui met en cause les véritables assassins (des fascistes de Padoue) la police et la magistrature s'obstinent à suivre la « piste rouge » (de gauche), et à fermer les yeux sur la « piste noire » (fasciste). Les incidents qui entourent l'enquête sur la mort de l'anarchiste Pinelli sont particulièrement éloquentes : classement pur et simple de l'enquête par le parquet ; classement de la plainte,

déposée par sa famille, pour diffamation, contre le préfet de Milan ; destitution par la cour d'appel du juge qui ordonne une nouvelle autopsie du corps ; soutien apporté par le conseil de l'ordre des avocats à l'avocat réactionnaire, défenseur des policiers mis en cause, qui a déposé, contre toutes les coutumes, une plainte contre un confrère de la partie civile. Le commissaire Calabresi, figure centrale de l'affaire Pinelli, sommé « le commissaire fenêtre » parce qu'il avait coutume de menacer les « suspects » de défenestration, les chefs de la police politique de Milan et de Rome, le chef adjoint de la sûreté italienne Catenacci, se distinguent dans le brouillage des pistes et la corruption de témoins. Plus de dix témoins, ou personnes touchant à l'affaire, meurent dans des circonstances bizarres (chute dans l'escalier, « suicide » au gaz, etc...) dans les années qui suivent, sans qu'aucune information soit ouverte au sujet de cette cascade de décès. C'est tout l'appareil d'Etat réactionnaire aux mains de la Démocratie Chrétienne qui tire les ficelles et se compromet irrémédiablement dans les fausses accusations et la « couverture » des criminels fascistes.

AU SERVICE DE LA BOURGEOISIE ET DE LA « DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE ».

Dès le début de la série des attentats fascistes, leur signification apparaît clairement ; 1969, c'est en Italie l'année du « mai rampant », l'année où

la classe ouvrière multiplie les grèves prolongées, les occupations, les manifestations. Les attentats visent à assomiler luttes ouvrières et « désordre », avec la thèse de « la fusion des extrêmes », soigneusement préparée par les fascistes eux-mêmes qui ont décidé au cours de l'été 1969, à l'occasion d'un voyage organisé dans la Grèce des colonels, de fonder des groupes prétendant « gauchistes », y compris de prétendus « nazi-maoïstes » ! Chaque attentat prendra ainsi la forme d'une provocation : tel fasciste qui dépose une bombe dans un train prend soin de voyager avec, sur lui, des publications d'extrême-gauche ; le fasciste Bertoli, qui jette en mai 1973 une bombe à la préfecture de Milan, circule avec un passeport, volé deux ans auparavant à notre camarade Massimo Magri du PCMLI.

Derrière cette « stratégie de la tension », visant à justifier la répression de la classe ouvrière et de ses organisations, se dissimulent des groupes capitalistes, liés en même temps à la Démocratie Chrétienne, dont l'appareil d'Etat se charge d'assurer l'impunité des criminels. C'est le démo-chrétien Andreotti, homme de la C.I.A., qui intervient en mai 1973 pour empêcher la compagnie nationale ENI de racheter les actifs de la B.P. en Italie, et permettre au pétrolier privé MONTI de faire l'affaire : Monti est un des principaux bailleurs de fond des groupes fascistes,

propriétaire d'une chaîne de journaux ultra-réactionnaires. Un trafic portant sur des dizaines de milliards et dans lequel trempaient, en même temps que de nombreux industriels italiens, des politiciens comme le dirigeant D.C. Rumor, ainsi que des éléments du parti fasciste M.S.I., servait notamment à financer certains courants de la D.C. en même temps que le M.S.I.

QUI LUTTE CONTRE LE FASCISME ?

Après le dernier attentat, le ministre de l'intérieur et tous les dignitaires démo-chrétiens se sont proclamés décidés à combattre la violence fasciste. Ce n'est pas la première fois : c'est déjà sous ce prétexte qu'en 1973 Rumor et la démocratie chrétienne ont voulu faire passer la constitution de corps spéciaux de mercenaire au sein de l'armée, d'un groupe de « super généraux » non soumis aux contrôles habituels de la démocratie bourgeoise, et tout un train de mesures répressives réactionnaires.

La réalité de la lutte contre le fascisme en Italie aujourd'hui, n'en déplaît aux révisionnistes du P.C.I., ce n'est pas la D.C., parti réactionnaire lié aux fascistes, qui la représente. C'est l'action des masses populaires, qui, après le dernier attentat, sont descendues partout dans la rue par centaines de milliers, détruisant plus de 150 locaux du parti fasciste M.S.I., dans un juste mouvement d'indignation révolutionnaire.

Jean Lermet

L'ACCORD SUR LE GOLAN :
une manœuvre des 2 superpuissances contre les peuples arabes

UN ACCORD FAVORABLE EN TOUS POINTS A'ISRAËL

« Les Etats Unis ne nous ont jamais tant aidés » déclarait Abba Eban, ministre sioniste des affaires étrangères le 24 mai 1974, alors que les tractations Kissinger touchaient à leur fin.

L'essentiel de l'accord arraché à la Syrie reprend les grandes lignes des différents plans proposés par les sionistes aux différentes étapes des navettes de Kissinger entre Damas et Tel Aviv.

Les sionistes gardent la main sur la plus grosse partie du territoire syrien du Golan, où ils ont installé 17 kibboutz depuis leur agression de 1967, et il n'est pas question qu'ils les évacuent. « Les hauteurs du Golan sont une partie inséparable de la sécurité stratégique d'Israël » affirmait Ygal Allon le 8 Mai 1974. (prétendue colombe, vice premier ministre de Meir et du nouveau gouvernement. Il remplace Eban aux affaires étrangères.) Les collines qui dominent Kuneitra restent aux mains des sionistes. De même, ils conservent l'un des sommets du Mont Hermon où ils ont installé des radars. Ainsi « Israël » conserve l'essentiel de ses positions militaires contre la Syrie.

Seule, la plus grande partie des territoires occupés en octobre 1973 sont pleinement rendus à la Syrie. Par contre le mont Hermon, et la mince frange de terre, de part et d'autre de la ligne de cessez-le-feu de 1967, où la Syrie est censée exercer son administration sera une « zone tampon », en fait occupée par les casques bleus, rebaptisés pour la circonstance « Force des Observateurs de la Séparation des Forces ». Quand à la ville de Kuneitra et ses environs immédiats, elle est entièrement démilitarisée, ce qui est une manière de ne pas la rendre à la Syrie sans la laisser trop visiblement aux mains des sionistes qui ont développé 3 kibboutz jusqu'aux faubourgs ouest de cette ville. Au total alors que la colonisation sioniste reste intacte sur le Golan seuls 20000 des 170000 paysans et habitants syriens chassés par les sionistes en 1967 et en 1973 pourront retourner dans leur région, et encore une bonne partie sous la menace

directe des sionistes et sous la surveillance des casques bleus dont on sait qu'ils ne se sont jamais sérieusement opposés aux agressions sionistes.

UN ACCORD IMPOSE PAR LES SUPER PUISSANCES

Les déplacements incessants de Kissinger étaient entremêlés aux visites de Gromyko, comme le montre le tableau, car les super puissances ont mené les négociations en commun.

A l'issue de leur rencontre à Genève le 29 avril les deux détracteurs publiaient un communiqué commun : « Les deux parties sont tombées d'accord pour exercer leur influence en vue d'une issue positive et pour rester étroitement en contact l'une avec l'autre afin de chercher à coordonner leurs efforts en vue d'un règlement pacifique dans la région ». Le 2 mai, Kissinger arrivait à Tel Aviv et commençait les négociations. Le 27 mai, alors que Kissinger faisait mine de partir sans que l'accord soit signé ; Gromyko s'est précipité à Damas pour contraindre la Syrie à signer l'accord et pour rencontrer encore une fois Kissinger. A la suite de quoi l'accord fut officiellement annoncé.

L'Union Soviétique a joué un rôle déterminant pour contraindre la Syrie à renoncer à sa volonté légitime de récupérer ses territoires occupés depuis 1967 ; l'essentiel de l'armement utilisé par la Syrie au cours des combats sur le Golan, qui se sont poursuivis sans interruption du 12 mars à la signature de l'accord était fourni par l'URSS, étant les principaux fournisseurs d'armes les sociaux-impérialistes se sont considérés également comme les maîtres de la guerre et de la paix, selon leurs propres intérêts, et ont pu exercer toutes les pressions nécessaires pour imposer à la Syrie de renoncer aux siens.

RELANCER LA CONFERENCE DE GENEVE

Le communiqué Kissinger-Gromyko à Genève annonçait que « Les deux parties se sont déclarées en faveur de la reprise des travaux de la conférence de Genève sur la paix au Moyen-Orient à une date rapprochée ».

La conférence de Genève a été mise sur pied par les super-puissances après qu'elles eurent imposé le cessez-le-feu en octobre 1973. Le but de la conférence est d'amener les états arabes à garantir l'existence de l'état d'Israël à l'intérieur de frontières sûres et reconnues.

Reconnaître l'Etat d'Israël c'est nier l'existence du peuple palestinien. Pour les Palestiniens vivant en Palestine occupée, la terreur sioniste, le racisme, l'oppression sont légitimés ; pour les Palestiniens, chassés de leurs terres et de leur pays par la colonisation sioniste, et parqués dans les camps, c'est renoncer à regagner leur pays. « Israël » ne peut exister que si le peuple palestinien n'existe plus.

Tout comme il ne peut exister que par l'agression contre les pays voisins. Reconnaître l'Etat d'Israël c'est entretenir une menace permanente contre tous les peuples arabes de la région. Rayer le peuple palestinien de la carte, c'est d'abord liquider la résistance. Alors que la lutte dans les territoires occupés prend chaque jour plus d'ampleur, la signature d'accords entre Israël, l'Egypte et la Syrie permet aux sionistes de retourner toutes leurs forces sur le « Front intérieur » contre la résistance palestinienne, ainsi que pour la mise sur pied de raids sur les camps palestiniens, comme ils l'ont fait pendant tout le mois de mai sur les camps du sud Liban.

La pression sioniste diminuant du fait des accords avec l'Etat d'Israël, les régimes arabes sont amenés à participer à la liquidation de la résistance palestinienne pour imposer la réalisation de la « paix ». En Jordanie en 1970, au Liban en 1973, des milliers de Palestiniens ont été massacrés au nom de la « paix » avec Israël. En Syrie même, avant la guerre d'octobre 1973, la radio de la résistance palestinienne a été coupée, les bureaux de la résistance fermés, des militants palestiniens arrêtés. Du même coup, les régimes arabes entrent en conflit ouvert avec leurs propres peuples dans la mesure où ceux-ci soutiennent avec

enthousiasme la lutte du peuple palestinien pour la destruction de l'Etat d'Israël.

En fait de conférence de la paix, la conférence de Genève est une conférence de guerre contre le peuple palestinien et les peuples arabes. Parce qu'ils constituent un pas vers la mise en route de cette conférence, les accords entre la Syrie et Israël ont été mis au point et imposés par les super puissances. La paix pour Israël la guerre pour les peuples arabes telle est toute la subtilité de Kissinger.

TABLEAU DES PRINCIPALES
DEMARCHES
SOVIETO-US

DATE	USA	USA-URSS	URSS
1) TRACTATIONS DE FEVRIER - MARS			
26/2	Kissinger à Damas		
27/2			Gromyko à Damas
2/3	Premières propositions refusées par la Syrie		
6-7/3			Gromyko à Damas
2) WASHINGTON ET MOSCOU			
27/3		Kissinger à Moscou	
28/3	Dayan à Washington		
11/4			Assad à Moscou
12/4	délégation syrienne à Washington		
3) LE MARCHANDAGE DE KISSINGER			
29/4		Kissinger et Gromyko à Genève	
2/5	Kissinger à Tel-Aviv : début de la navette		
5/5			Gromyko à Damas
7/5		Kissinger Gromyko à Nicosie	
8/5	Reprise navette Kissinger		
27/5	Kissinger annonce son départ sans l'accord		
28/5		Gromyko-Kissinger à Damas	
29/5 1974	ANNONCE DE L'ACCORD ENTRE LA SYRIE ET ISRAËL		

